

Mitterrand, Barre, Giscard, Chirac et C^{ie} :

**tous sur la ligne de départ
pour la course aux législatives de 1986**

page 5

lutte ouvrière

**le
ras-le-bol
dans les
entreprises**

pages 7-8 et 13 à 15

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 888 - 8 juin 1985 - prix : 6 F

SKF Ivry : qui a trompé les travailleurs ?



sommaire

Dans le monde

page 9 :

- Nigéria : les militaires expulsent les ressortissants étrangers.

page 10 :

- Après le massacre du stade de Bruxelles, une campagne antiouvrière des bourgeois anglais.

page 11 :

- Grèce : victoire électorale des socialistes, mais rien n'est encore gagné pour les travailleurs.
- Pologne : parodie de procès

page 12 :

- Espagne : manifestations contre la politique d'austérité des socialistes.
- Il y a 30 ans, en Tunisie, Bourguiba accédait au pouvoir.

En France

page 5 :

- La course à 1986 : Mitterrand à 9 mois pour tenir les promesses de Chirac aux bourgeois.

page 6 :

- Paris 19^e : le MRAP traduit en justice par le maire.

page 7 :

- Cycles Lejeune (Maisons-Alfort) ; AFPA Amiens

page 8 :

- ACB Nantes ; Alstom Saint-Ouen ; LTT ; CEPEN Orléans.

page 13 :

- La manifestation nationale des personnels de radiologie.
- La mairie du 9^e arrondissement de Paris et la direction de la CRAMIF contre le badge « Touche pas à mon pote ».

page 14 :

- Le Mans : MGF ; direction de l'Équipement.

page 15 :

- CCP Orléans ; BNP Barbès ; Norton La Courneuve.

page 20 :

- Au Bourget, les ailes de la mort.
- Snecma Gennevilliers : la CGT au service des patrons de l'aéronautique.

Loisirs

pages 16 et 17 :

- Livres : *L'épuration française 1844-1949* de P. Novick ; *L'or du diable* de M. Konaté ; *Biboubouah* de F. Allogho-Oké ; *L'oiseau-moquerie* de G. Durrell ; *Au loin une voile* de V. Kataiev ; *Millie et Pénélope* de H. Fast.

pages 18 et 19 :

- Film : *Le fou de guerre* de Dino Risi.
- *Turandot* de Puccini à Bercy.

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'État de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

PPC, 25-27, rue de la Folie-Méricourt, 75011 Paris

Adresser toute correspondance à LUTTE OUVRIERE
B.P. 233 - 75865 - Paris Cedex 18
C.C.P. RODINSON PARIS 6851-10

EN BREF

Pré-cyclone à La Réunion

L'île de La Réunion, dans l'océan Indien, est l'une des dernières colonies de l'impérialisme français. Elle compte 540 000 habitants, mais aussi un chômage qui frappe 30 % de la population laborieuse, 42 000 taudis bidonvilles et 80 000 analphabètes. La situation serait même devenue si insupportable pour la population que, rapporte le journal *Les Echos* du 3 juin, les membres du bureau du Conseil général au grand complet viennent de faire le voyage jusqu'à Paris pour mettre en garde Fabius contre ce qu'ils appellent une « situation de pré-cyclone » dans l'île.

La peur des réactions de colère d'une population qui n'en peut plus de supporter les prétendus bienfaits de la métropole coloniale les a donc incités à prendre leur billet d'avion pour Paris. Une peur salutaire, mais pas encore assez pour leur éviter de prendre le billet de retour...

La police lutte contre la drogue, ou contre de jeunes immigrés ?

Plusieurs associations de Gennevilliers ont organisé le lundi 3 juin une conférence de presse pour protester contre les méthodes utilisées par la police au cours de perquisitions opérées le 21 mai dernier dans la cité de transit du quartier du Port.

Au petit jour, cent cinquante policiers avaient investi 17 appartements. Ils y ont trouvé, paraît-il, 250 grammes d'héroïne. Mais en tout cas ils se sont conduits de manière particulièrement brutale avec les familles de la cité. Une trentaine de personnes ont été placées en garde à vue, la police prenant d'office comme otage un membre de la famille quand un jeune manquait à l'appel, et les interrogatoires ont été menés sans douceur : déjà quatre certificats médicaux attestent de sévices corporels, et notamment de coups sur les organes génitaux.

Actuellement, onze jeunes restent incarcérés. Mais les adolescents ont décidé de porter plainte collectivement, les associations de se porter partie civile et une manifestation est prévue pour le vendredi 7 juin.

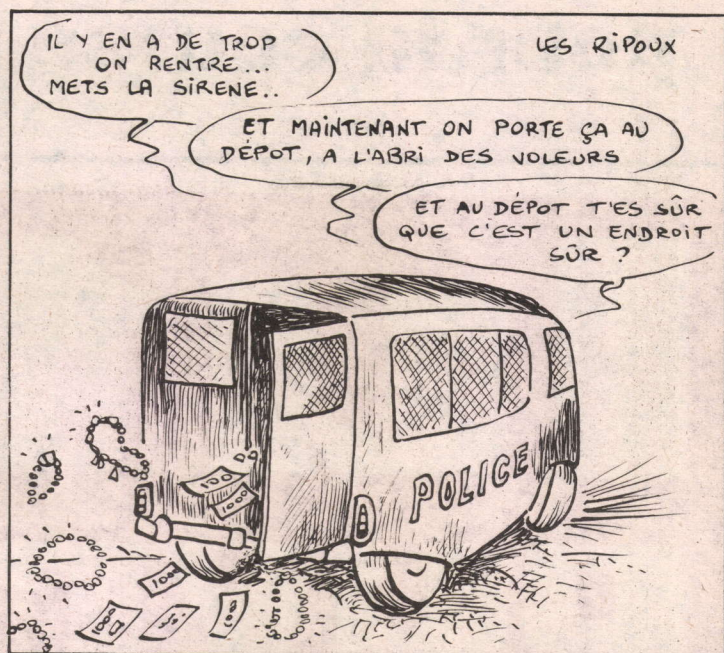
Le grand ordinateur des usuriers

Les responsables de la Banque Mondiale, qui travaille pour le compte des banquiers d'Europe et d'Amérique, viennent de tenir une conférence sur les systèmes informatiques de comptabilisation de la dette du Tiers Monde.

Avec tout ce que doivent les pays pauvres, le prêt, les intérêts du prêt, le prêt pour payer les intérêts du prêt et les intérêts du prêt pour les intérêts, l'addition est à rallonge. D'autant plus que les taux d'intérêt sont variables et la plupart des sommes remboursables en dollars dont le cours s'est envolé.

Aussi les usuriers de la Banque Mondiale proposent aux pays du Tiers Monde de leur vendre des ordinateurs pour les aider à gérer leur dette — et l'augmenter un peu plus.

Les ripoux de la Chaussée-d'Antin



D'après les images qu'on a pu voir à la télévision, le commissariat du quartier de la Chaussée-d'Antin, dans le 9^e arrondissement de Paris, semble bien vide. Il l'est : après une semaine d'enquête, l'IGN (la police des polices) a placé le tiers des effectifs du commissariat en garde à vue. L'inspecteur principal est au trou, inculpé de vol et de complicité de proxénétisme. Quant au commissaire, il a été convoqué au Parquet le samedi 1^{er} juin avec cinq autres policiers, pour répondre d'accusations de vol et de recel.

Voler les biens des personnes seules décédées, biens sur

lesquels la police est censée prendre des mesures conservatoires, passer des accords avec des délinquants en leur confisquant une partie de leur butin, installer une prostituée dans un appartement théoriquement mis sous scellés : voilà quelques-unes des activités de l'inspecteur principal écroué.

Quant aux autres inspecteurs, on a retrouvé chez eux beaucoup de matériel d'origine suspecte, des magnétoscopes, des chaînes hi-fi en particulier.

Un peu spéciales, les mœurs des policiers de ce commissariat ? On se le demande. Un peu trop voyantes, sûrement !

Alleluia !



Un curé de la Somme avait mis sur pied un petit trafic, avec une complice.

Ce couple illégitime proposait, entre autres, projections de films pornos, photos du même cru, parties de jambes en l'air rémunérées,

etc.

Mais, paraît-il, une partie des gains allait à l'achat d'hosties et des autres attributs nécessaires à l'exercice du ministère du saint homme.

Le denier du cul, quoi.

Bulletin d'abonnement

Je désire m'abonner aux publications suivantes (1)

LUTTE OUVRIERE

pour une période de un an : 180 F

pour une période de six mois : 95 F

LUTTE DE CLASSE

(mensuel politique publié par Lutte Ouvrière)

pour une période de un an : 60 F

NOM :

Prénom :

Adresse :

Code postal :

Joindre la somme par chèque ou mandat-lettre à l'ordre de Michel Rodinson, CCP Paris 6851-10. A expédier à : LUTTE OUVRIERE, BP 233, 75865 Paris Cedex 18.

(1) Rayer les mentions inutiles

SKF - Ivry

Qui a trompé les travailleurs ?

En faisant investir en force par ses CRS l'usine SKF le 28 mai dernier, puis en leur donnant l'ordre de livrer une bataille acharnée aux militants qui tentèrent de la réoccuper le 5 juin le gouvernement socialiste a renouvelé la démonstration — déjà faite — qu'il n'hésitait pas à faire donner ses CRS contre les grévistes, qui occupaient leur usine, contre les manifestants, contre les travailleurs en général. Pour protéger le bon droit des bourgeois licenciers ! Leur droit à jeter les travailleurs dehors, à mettre les clefs sous la porte dès que leurs affaires ne leur rapportent pas assez à leur gré, leur droit à disposer comme bon leur semble de leurs usines sans tenir aucun compte des intérêts des travailleurs qui les ont fait prospérer, ni des intérêts de l'ensemble de la société.

Le droit divin des patrons dans leurs entreprises, la justice le proclame, le gouvernement l'approuve et envoie sa police l'imposer aux travailleurs.

Le Parti Communiste vient de réagir très fermement, refusant d'admettre que les patrons soient seuls maîtres chez eux, et s'insurgeant contre le coup de force du gouvernement consistant à nettoyer l'usine de ces gêneurs d'ouvriers pour la remettre propre et vide à la disposition de la SKF.

En rejetant la justice patronale, en s'opposant par la force à l'intervention des CRS, le PCF et la CGT viennent de démontrer qu'il était possible de ne pas rester passifs et résignés face aux décisions des patrons et du gouvernement.

Ils ont démontré que les travailleurs ont les moyens de rendre les coups qu'on leur porte.

Mais le problème n'est pas seulement de rendre les coups qu'on nous porte. C'est aussi d'éviter d'en recevoir. Il faut pouvoir en donner plus qu'on n'en reçoit. Il faut savoir se faire craindre. En un mot, il faut une politique qui permette de gagner. C'est-à-dire une politique qui rende la classe ouvrière plus forte en la rendant plus confiante en elle-même, plus consciente de ses possibilités réelles.

Il ne faut pas attendre que l'isolement, la démoralisation aient clairsemé les rangs des travailleurs, que les militants soient isolés et le dos au mur pour se battre. Il faut organiser la bataille quand il en est temps, en rassemblant ses troupes dans un combat clair contre les vrais ennemis des travailleurs : les patrons, le gouvernement et la logique qui exige le sacrifice des travailleurs sur l'autel de la compétitivité, de la rivalité commerciale, des profits. Et dans ce combat, il faut avoir une politique qui permette d'entraîner contre leurs ennemis communs, le maximum de travailleurs, tous ceux à qui on veut faire payer la crise pour que les patrons puissent continuer à prospérer.

C'est bien beau de dire aujourd'hui que c'est la faute aux socia-

listes et à Mitterrand. Mais qui donc a porté Mitterrand au pouvoir, sinon le Parti Communiste.

Qui donc a incité les travailleurs à la patience et à la confiance envers le gouvernement ? Pendant trois ans, le PC et la CGT se sont refusés à mobiliser les travailleurs contre la politique gouvernementale. A la SKF comme ailleurs, ils ont entretenu parmi leurs propres militants l'illusion que les quatre strapontins octroyés aux ministres communistes constituaient la garantie que le gouvernement était du côté des travailleurs. Cela ne pouvait que paralyser les militants et démoraliser la classe ouvrière.

Pour pouvoir gagner, il faut une autre politique, une politique qui ne consiste pas à faire des alliances électorales un jour, en les présentant comme susceptibles de changer notre sort, et de rompre ces alliances le lendemain parce qu'on aurait été trahi.

Une politique utile aux travailleurs, c'est d'abord une politique qui permet de prévoir l'avenir, de savoir où l'on va, avec qui et comment.

Pour lutter efficacement contre la crise et le chômage, les demi-mesures ne suffisent pas. Il aurait fallu un changement social considérable. Il aurait fallu que les nationalisations s'effectuent sans rachat pour ne pas endetter, pour des années comme on l'a fait, le budget de l'Etat. Il aurait fallu changer le rapport de l'Etat avec le capital financier. Il aurait fallu beaucoup de choses, qui auraient nécessité, justement, qu'on appelle les travailleurs à se défendre, à se battre, à abattre leurs ennemis, à vaincre avant qu'ils soient affaiblis, démoralisés, par la politique du gouvernement de gauche.

Aujourd'hui le PCF et la CGT appellent à combattre la politique du gouvernement et les militants qui étaient ces derniers jours à Ivry ont montré qu'ils y étaient prêts avec tout leur courage et leur détermination.

Sans doute, les dirigeants du PCF et de la CGT, si prompts hier à appeler au « calme et à la dignité », à crier « pas de provocation, camarade », sont-ils aujourd'hui d'autant plus prêts à encourager ces formes de lutte, que celles-ci n'entraînent pour le moment que de petites minorités.

Et rien ne prouve que quand la classe ouvrière se sera remise de sa désillusion, que quand elle relèvera la tête, les dirigeants du PCF et de la CGT garderont la même attitude combative. Mais qu'importe, si parmi les milliers de militants ouvriers honnêtes, dévoués à leur classe, que compte le PCF, il s'en trouve suffisamment pour comprendre et retenir la leçon des événements : ce n'est pas par le tapis vert, les élections, et la participation ministérielle, mais par la lutte des classes, que les travailleurs peuvent défendre leurs intérêts.

Arlette LAGUILLER

Le gouvernement et les chômeurs

Peu de miettes... et beaucoup d'arrière-pensées électoralistes.

A défaut de lutter contre le chômage, le gouvernement tenaillé par l'approche de l'échéance électorale de 1986 multiplie les mesures de bricolage pour d'une part diminuer sur le papier le nombre de chômeurs, et d'autre part se donner des airs de générosité en distribuant quelques sous tout azimut.

Il en va ainsi des mesures annoncées au Conseil des ministres du 5 juin. Il y en a pour un peu tout le monde ou presque. A la portion congrue bien sûr sous prétexte de ne pas retirer aux chômeurs le goût de la recherche d'un emploi en leur versant de trop fortes indemnités, comme l'explique le gouvernement avec toute la dose de cynisme exigée.

Saupoudrage et dosage sont donc de rigueur. Pour les jeunes de 21 à 25 ans, dont au moins 100 000 sont au chômage depuis plus d'un an, les TUC sont éten-

due. Pour les 115 000 chômeurs en fin de droit qui ne reçoivent plus que l'allocation journalière de solidarité, celle-ci passe de 43 francs à 64,50 F. Pour les chômeurs de plus de 57 ans et demi qui se sont usés dix ans au travail, l'allocation passe de 43 francs à 86 francs par jour (cette décision concernerait 15 000 personnes). Mais par contre, pour les travailleurs de 55 à 57 ans et demi, ce sont vingt ans de leur vie qu'ils auront dû donner à un patron pour voir, eux aussi, leurs allocations doubler et donc bénéficier du privilège de toucher 2 580 francs par mois ! Et histoire de soulager les statistiques, on annonce au passage que 70 000 demandeurs d'emploi de plus de 57 ans et demi pourront se dispenser de rechercher un travail. Le gouvernement a aussi pensé aux femmes seules, chômeuses, avec une mesure on ne peut plus

vague : le déblocage de 200 millions de francs afin « d'aider à leur réinsertion professionnelle ». Enfin, pour couronner le tout, le gouvernement affirme sa décision d'intervenir pour que se généralise l'une de ses dernières trouvailles, les TIC.

Pour un total de près de 3 millions de chômeurs dont plus du tiers, officiellement, ne touchaient déjà plus rien en décembre 1984 (1 120 766 chômeurs sont dans ce cas), voilà ce qui s'appelle des mesures radicales ! Sans compter ce que l'on nous sursure déjà : ces réformettes vont coûter cher... 3,3 milliards de francs, au bas mot. Et si les milieux ministériels évoquent une taxe sur le fuel à usage industriel, un recours à l'impôt sur les grandes fortunes (et éventuellement des économies budgétaires), on court le risque que les patrons et les riches se mettent à piailler qu'on les

étrangle, le gouvernement recule encore une fois et vienne chercher les sous dans la poche de la population laborieuse. A moins que travailleurs au travail ou au chômage refusent tous ensemble de supporter

plus longtemps, sur le plan financier comme sur le plan humain, le poids de la politique de ces valets des patrons que sont les gouvernants.

Lucienne PLAIN

CERCLE LÉON TROTSKY

La prochaine réunion du Cercle Léon Trotsky aura lieu :

VENDREDI 14 JUIN à 20 h.30

Grande Salle de la Mutualité
24, rue Saint-Victor, Paris 5^e
(Métro : Maubert-Mutualité)

Cette réunion sera consacrée au sujet suivant :

**LES SYNDICATS DANS LES
PAYS IMPERIALISTES,
DE LA LUTTE DE CLASSE A
L'INTEGRATION DANS L'ETAT.**

Ralite

n'en pouvait mais

Georgina Dufoix, porte-parole du gouvernement, a déclaré à la sortie du Conseil des ministres qu'à l'usine SKF d'Ivry le gouvernement ne faisait qu'appliquer aujourd'hui les décisions que Jack Ralite, membre du PCF, avait prises en 1983, alors qu'il était ministre délégué chargé de l'Emploi.

Jack Ralite a aussitôt protesté, à chaque réunion interministérielle, dit-il, il a marqué sa « désapprobation » et proposé des « solutions de maintien ou des alternatives ».

Il a ajouté qu'il n'était pour rien dans la décision d'expulser les grévistes occupant l'usine Talbot à Poissy, décision qui avait été prise directement par le Premier ministre contre son avis.

On ne saurait mieux dire que de juin 1981 à juillet 1984, quand il y avait des ministres communistes au gouvernement, ils étaient

impuissants.

Mais ce que Jack Ralite dit aujourd'hui, il s'est bien gardé de le dire à l'époque, contribuant ainsi à faire espérer aux travailleurs de SKF que les négociations avec le gouvernement aboutiraient. Comme ses collègues, il n'a parlé qu'après avoir quitté le gouvernement.

A tout prendre, mieux vaut tard que jamais. Et tant mieux si tous les travailleurs qui ont fait confiance au Parti Communiste en tirent pour l'avenir la leçon que ce n'est pas par les élections ou la recherche de portefeuilles ministériels par le PCF, que la classe ouvrière peut défendre ses intérêts.

Et ce sera encore mieux si les travailleurs s'en souviennent quand le PCF prendra un nouveau virage et leur expliquera qu'avec de bons ministres au gouvernement, tout ira très bien !

S.F.

La droite et le gouvernement d'accord pour tromper les travailleurs

Les partis de droite ont donc obtenu le débat parlementaire sur l'immigration qu'ils avaient réclamé au lendemain des élections municipales. Il s'agit pour les Chirac et les Gaudin de flatter leur électoralat dont une partie louche vers Le Pen, en tenant des propos bien réactionnaires.

Et dans ce domaine-là, on peut faire confiance aux démagogues de la droite pour ne pas être regardants sur les arguments : la délinquance attribuée exclusivement aux jeunes immigrés ; l'immigration clandestine sur laquelle à les entendre le gouvernement fermerait les yeux quand il ne l'encourage pas. Ils en ont plein leur sac.

Quant au gouvernement, s'il affiche une position qui se veut plus nuancée, il ne répugne pas non plus à faire des concessions à la droite sur ce terrain comme sur d'autres. Avant l'ouverture du débat, Georgina

Dufoix, ministre des Affaires sociales, se vantait d'avoir, il y a quelques mois, pratiquement interdit la venue des familles de travailleurs immigrés résidant régulièrement en France.

Surtout, si le ton des discours est différent, la façon dont les ministres socialistes abordent le problème rejoint sur le fond celle de la droite. Le gouvernement socialiste répand l'idée qu'il convient d'adapter le nombre des travailleurs immigrés aux besoins de l'économie. Et ce faisant, il espère que les travailleurs français se sentiront moins visés.

Mais il n'y a pas de limite à la rapacité de la bourgeoisie en période de crise. Ou plus exactement, la seule barrière possible, c'est celle qu'y mettent les travailleurs quand ils font bloc pour se défendre.

Les Le Pen et les Chirac qui dénoncent la prétendue immigration sauvage ont

dans leur programme le droit de licenciement sauvage. Pour tous les travailleurs. Et ils sont pour l'insécurité : celle des emplois. Ils revendiquent la généralisation des contrats précaires. Ils sont pour la liberté d'émigration des capitaux créés par le travail de la classe ouvrière de France, aux Etats-Unis ou en Suisse.

Alors face aux capitalistes et aux millions de petits-bourgeois qui sont d'accord pour que les sacrifices tombent sur les ouvriers, les travailleurs français doivent se dire que les quatre millions d'émigrés, ouvriers à 90 %, exploités durement à leurs côtés, ce sont quatre millions d'alliés possibles et c'est une chance qu'ils soient ici pour renforcer le camp de la classe ouvrière contre l'offensive des possédants et des hommes politiques à leur service.

Pierre VERNANT

Peugeot

Un constructeur sort ses salariés

PSA, la société qui contrôle Peugeot, Citroën et Talbot, annonce qu'elle a fait une bonne année 1984. Les pertes ont été réduites de moitié et il ne devrait plus y en avoir cette année.

Si Calvet, le P-DG, un bon ami de Giscard, a le sourire c'est d'une part que l'Etat ne lui a pas ménagé son aide et d'autre part qu'il a largement réduit les effectifs.

Peugeot a économisé plusieurs centaines de millions grâce à un nouveau cadeau fiscal accordé par le gouvernement aux entreprises qui peuvent désormais réduire leurs pertes en obtenant le remboursement d'une partie des impôts payés sur les bénéfices des années précédentes.

Le groupe Peugeot a par ailleurs supprimé 13 900 emplois en 1984, notamment à Citroën et à Talbot. Et cela continue : « Nous réduirons très fortement nos effectifs cette année » a déclaré Calvet à la presse. Le même ajoute carrément : « Avec des gains de productivité de 6 % à 8 %, un volant de 1,5 % à 2 % de départs naturels et le redémarrage nécessaire de l'embauche, il faudrait bon an mal an 3 000 à 4 000 départs non natu-

rels dans le groupe ». Peugeot a donc l'intention de continuer à sortir ses griffes contre les travailleurs pour obtenir ces départs « non naturels ».

Tout comme il est bien décidé à profiter encore plus de la mansuétude de l'Etat à son égard. Il y a quelques jours un prêt de 2 milliards de francs au taux réduit de 9,25 % a été accordé au groupe par deux organismes d'Etat, le Fonds industriel de modernisation et le Fonds de développement économique et social. Par ailleurs les prix de l'automobile seront complètement libérés au 1^{er} juillet prochain.

Bref, ça roule pour la famille Peugeot. Et Calvet, récemment cité en exemple par le ministre Edith Cresson comme ayant mieux réussi que l'ancien P-DG de Renault Hanon, s'est félicité de la compréhension du gouvernement : « La pensée économique actuelle n'est pas celle que nous avons connue il y a deux ans ». Il ne lui faudra peut-être pas deux ans pour apprendre que l'état d'esprit des travailleurs face au grand ménage en cours et aux augmentations de cadence, peut lui aussi changer.

P.V.

Des TUC aux TIC : toujours moins

Après les TUC, voici qu'apparaissent les TIC — Travaux d'Intérêt Collectif. Le gouvernement vient en effet de signer un accord avec le département d'Ille-et-Vilaine, autorisant la création de ce nouveau genre d'emplois au rabais.

Réservés aux adultes : chômeurs arrivant en fin de droits ou femmes seules ayant charge de famille, ces TIC ne leur donneront une

occupation que pendant une durée de six mois à un an, à raison de 20 heures de travail hebdomadaires assorties de 300 heures de « formation professionnelle » pendant la durée du contrat.

Pour les employeurs, c'est une bonne affaire ; sur le coût total d'un TIC, 1 350 F charges sociales comprises, ils n'auront à déboursier que la moitié, le

Conseil général du département, (autrement dit les contribuables) prenant l'autre moitié en charge.

Pour les nouveaux « ticards », par contre, c'est carrément du toc, puisqu'ils ne toucheront que 1 200 F par mois.

Si le gouvernement continue ainsi dans ses réformes « sociales », bientôt, il faudra payer les patrons pour avoir un emploi.

M.L.

Une vieille recette

qui fait toujours des heureux

L'Etat est endetté, c'est bien connu. Alors pour rembourser ses échéances et servir les intérêts qui vont avec, il a recours à une solution qui pour être vieille comme l'Etat n'en marche pas moins : il emprunte à nouveau sur le marché financier en offrant un intérêt alléchant et des conditions fiscales défiant toute concurrence. Et bien sûr ce nouvel emprunt sera remboursé à son tour par un autre etc., etc.

C'est d'ailleurs une des causes de l'inflation et de l'érosion monétaire, car il

faut bien que quelqu'un paye les largesses de l'Etat aux souscripteurs, et ce quelqu'un c'est toute la population laborieuse qui n'a pas les moyens de souscrire.

Pour cette seule année 1985, on en est au 2ème emprunt d'Etat, sans parler des emprunts divers émis par des organismes financiers comme le Crédit Agricole. Il est prévu de servir un intérêt de l'ordre de 10 à 11 % suivant les modalités et ce pendant 15 ans. Le montant total souscrit est de 15 milliards, une baga-

telle !

Ainsi, l'Etat par le biais de sa dette réussit ce tour de force de faire grossir le pécule de ceux qui peuvent se permettre d'avoir de l'argent immobilisé pendant quelques années. Quand on pense aux cocoricos poussés par le gouvernement parce qu'il accorde 7,5 % aux possesseurs du livret rose et 6,5 % pour le livret A de la Caisse d'épargne, soit tout juste l'inflation, il n'y a plus à se demander de qui on se paye la tête.

Alain LEMART

Mitterrand a neuf mois pour tenir les promesses de Chirac aux bourgeois

AFP



Les élections législatives auront lieu dans neuf mois.

Mitterrand s'intéresse soudain, au terme de plus de quatre ans de pouvoir, au sort des chômeurs en fin de droits. Et de s'écrier, pour émouvoir le peuple : « *Comment peut-on vivre aujourd'hui avec 43 F par jour ?* » C'est quand même sous un gouvernement socialiste que la durée d'indemnisation a été réduite ! Alors, il va porter cette indemnité dérisoire de 43 F à la somme mirifique de 64,50 F par jour ! Pas besoin d'être président de la République pour savoir qu'aujourd'hui, avec 64,50 F par jour, on ne vit pas, on crève !

Mitterrand espère ainsi rallier un peu l'électorat qui l'avait porté au pouvoir il y a quatre ans, en 1981. Seulement, pour une aumône qu'il fait aux travailleurs au travers des chômeurs, c'est des milliards et des milliards que son gouvernement a offerts à la bourgeoisie.

Chirac, de son côté, n'a pas muni ses supporters d'un petit livre rouge, il les a munis d'un con-

trat à la Darty puisqu'il s'agirait d'un contrat de confiance. Preuve, s'il en était besoin, que Chirac prend ses inspirations du côté du grand commerce.

C'est un contrat en dix points. Et pour plaire à son électorat, aux patrons et à la bourgeoisie, les promesses qu'il fait, il les fait avec la peau des travailleurs. Il promet de faire supprimer l'autorisation administrative par les inspecteurs du travail avant licenciement, et donc avant tout licenciement collectif pour raison économique. Bien sûr, le gouvernement la donne presque toujours, cette autorisation. Mais là, Chirac dit aux bourgeois : vous n'aurez même plus à me la demander. Il promet aussi des exonérations fiscales, pour les bourgeois cela va sans dire ; la liberté des prix totale et inconditionnelle, c'est-à-dire finalement l'échelle mobile des bénéfices et des profits pour petits et grands patrons, sur le dos des consommateurs ; le relèvement des seuils de salariés au-dessus des-

quels un certain nombre de lois s'appliquent et des cotisations sociales sont dues. Toutes promesses qui, comme on voit, sont faites par Chirac mais sont payées par les travailleurs.

A voir cela, on peut se dire : pourvu que Chirac ne soit pas élu en mars 1986. Mais malheureusement, non seulement son parti a toutes les chances d'être victorieux, grâce au discrédit que le gouvernement a apporté aux idées de gauche, mais surtout, ce qu'il y a à craindre, c'est que Mitterrand et son Premier ministre Fabius, emportés par la concurrence et leur désir de plaire à la bourgeoisie pour laquelle ils n'ont que sourire depuis qu'ils sont au pouvoir, ne décident de prendre et d'appliquer eux-mêmes, avant mars 1986, toutes les promesses de Chirac !

Et contre cela, souvenons-nous que les travailleurs n'ont qu'une seule arme véritable, et que ce n'est pas les élections : c'est la grève.

Editorial des Bulletins d'entreprise du 3 juin.

La soupe à l'union

Giscard, dans la bande des trois chevaux de retour de la droite, raccroche pour jouer le rôle du conciliateur. Sans doute, parce qu'il est celui des trois qui a le moins de partisans. Ses deux anciens Premiers ministres se crépent le chignon. Mais lui, il se force à paraître content : l'union va marcher. La preuve, la bande

des BCBG, Barre-Chirac-Giscard, va se retrouver les 8 et 9 juin lors d'un pince-fesses intitulé « convention libérale ».

Du temps où il logeait à l'Élysée, Giscard s'était spécialisé, entre un safari et un dîner chez l'habitant, dans l'organisation de discussions au sommet. Il continue à pratiquer, pour garder la main. Avec peut-être

dans l'idée de refaire un tour de piste. Parce que, quand ce grand bourgeois clame que la France a besoin de l'union, il voudrait bien entendre l'écho lui renvoyer le nom de Giscard. Il a dû, c'est pas possible, s'inscrire comme président demandeur d'emploi à l'agence d'interim Bis.

Barre en piste

C'est Chirac qui a dû sauter de joie en entendant son compère Barre le traiter, à mots à peine voilés, de menteur et de fourbe, et cela au lendemain même du congrès extraordinaire du RPR.

« *Rien n'est plus dangereux que de prendre ses désirs pour des réalités* », répétait Barre à Douai, le mardi 4 juin, après avoir déclaré quelques jours plus tôt : « *La crédibilité, cela suppose que l'on ne dise pas et que l'on ne fasse pas un certain nombre de choses : des promesses démagogiques et irréalistes* ». Il ironisa sur ceux qui affirment qu'il faudrait « *trois mois pour rétablir la situation financière, six mois*

pour avoir une économie florissante et un an pour que le chômage commence à s'estomper ».

Et vlan dans les dents à Chirac !

Il est vrai que Barre fait plutôt dans la gamme « il faut se serrer la ceinture ». Ne dit-il pas dans son livre *Réflexions pour demain* : « *La France doit aujourd'hui accepter un net ralentissement de son activité économique et une baisse du pouvoir d'achat* ». Et pour faire homme politique responsable, qui se moque des chapelles, il va même jusqu'à féliciter le gouvernement socialiste : « *Ce n'est pas moi qui irais blâmer le gouvernement de vouloir*

désormais demander des sacrifices à la nation ».

A 9 mois des législatives, chaque ténor de l'opposition cherche son créneau, pour donner l'impression aux électeurs qu'il est très différent du voisin, même si celui-ci se rattache au même grand groupe. Ce que chacun dit a d'ailleurs peu d'importance. Le principal c'est de faire parler de soi dans les journaux, d'apparaître à la télévision, à la radio et... inch Allah, comme l'a dit Chirac en parlant de sa candidature aux présidentielles.

Mais, il faut le reconnaître, ils se donnent tous beaucoup de mal pour forcer la chance.

Marie-Claude SOLAC

Vive les apports culturels !

Au cours de son congrès extraordinaire, le samedi 1^{er} juin, le RPR n'a pas oublié de traiter de l'immigration.

« *Nous ne pouvons accepter que la France devienne une société pluri-culturelle dans laquelle notre héritage serait mis sur le même plan que telle ou telle autre culture récemment importée* », a dit Chirac.

Mais notre fameux héritage, au fait, de quoi est-il fait ! Nos prétendus ancêtres les Gaulois — qui étaient des Celtes — ont été colonisés par les Romains. Le « français » est une langue dérivée du latin...

Ces Gallo-Romains ont été à leur tour envahis par les Germains — les Francs, entre autres, qui nous ont légué leur nom et un certain nombre de mots français. Les Vikings (ou Normands) étaient dans les années 900 d'affreux envahisseurs, avant de devenir des p'tits gars bien de chez nous !

Quant aux Alsaciens, ils appartiennent tellement à la culture « française » qu'ils parlent encore un dialecte allemand !

Chirac n'a pas dit qu'il fallait supprimer de la culture française tout l'héritage qui nous

vient d'étrangers depuis des siècles. Heureusement, car il ne resterait pas grand-chose !

Et pour ce qui est des apports culturels plus « récents », Chirac veut-il nous priver de ces enfants d'émigrés ou de ces émigrés que sont nos vedettes nationales, les Italiens Platini et Yves Montand, l'espagnol Lopez (Saint-Etienne), le Camerounais Yannick Noah, l'Arménien Charles Aznavour, la Bulgare Sylvie Vartan ?

Chirac n'y croit pas lui-même, à ses discours. Seulement, c'est un politicien. Il est inquiet de voir qu'un certain nombre d'anciens candidats RPR, et surtout qu'un certain nombre d'électeurs RPR, sont en train de glisser vers l'extrême-droite.

Alors, pour ne pas se faire doubler par son concurrent Le Pen, il reprend, dans la propagande de celui-ci, les thèmes qui « marchent bien ».

Et voilà comment, pour quelques voix, un bon bourgeois éclairé comme Chirac contribue au renforcement des idées obscurantistes et de la barbarie xénophobe et raciste.

Marie-Claude SOLAC

Des paroles... mais pas des actes

Fabius s'élève contre l'Apartheid. Lors du discours de clôture du colloque sur les droits de l'homme qui s'est tenu à Paris la semaine passée, il a menacé l'Afrique du Sud de représailles économiques si le régime de Pretoria persistait dans sa politique raciste : « Si, dans un délai raisonnable, dix-huit mois à deux ans, des mesures précises ne sont pas prises pour en terminer avec ces pratiques (de discrimination raciale), la France ne pourra évidemment pas continuer ses investissements », a-t-il déclaré.

Pourquoi un tel délai, et non pas immédiatement ? Fabius est-il donc si sûr que les socialistes seront toujours en poste d'ici dix-huit mois ? Ou ne pense-t-il pas au contraire que, vu l'évolution politique en France actuellement, une telle promesse ne l'engage à rien ?

Ses propos en tout cas rappellent fort ceux du candidat Mitterrand qui, deux semaines avant son accession au pouvoir, déclarait qu'il fallait « appliquer une politique nouvelle à l'égard de l'Afrique du Sud », comprenant des « sanctions économiques, notamment un arrêt total des investissements publics et de tous les investissements privés ». Depuis cette époque, il est devenu président de la République, et les relations commerciales entre les deux



pays continuent d'être au beau fixe.

Certes, les importations en provenance d'Afrique du Sud représentent moins de 1 % des importations totales de la France. Mais cela place cependant celle-ci au 6^e rang des clients de la République Sud-Africaine, et elle en est le 5^e fournisseur. En 1981, 165 compagnies françaises y avaient des investissements, et non des moindres : entre autres Framatome, Thomson, Alsthom, la Banque Française du Commerce Extérieur, etc. Depuis, de nouveaux contrats ont été signés, notamment en 1983 par Renault pour la cons-

truction de R9, l'Alsthom-Atlantique devant quant à elle fournir 40 locomotives. Même l'embargo sur les armes est largement contourné par la livraison de matériel électronique sophistiqué et les fabrications sous licence en Afrique du Sud.

Alors, les menaces de Fabius sont à ranger à la même place que les promesses de Mitterrand : aux oubliettes. Et tous les beaux discours sur les droits de l'homme ne sont, comme d'habitude, de la part de ces représentants de la bourgeoisie, que de la démagogie verbale de période pré-électorale.

Marianne LAMIRAL

La fête de la Concorde du 15 juin

SOS-Racisme, qui est à l'origine du badge « Touche pas à mon pote », organise une « fête de la Concorde » le 15 juin à Paris Place de la Concorde. De nombreux artistes de toutes origines se produiront à cette occasion, qui doit être, pour les organisateurs, un rassemblement contre le racisme auquel seraient

attendus des dizaines de milliers de participants.

Même s'il ne suffit pas, loin s'en faut, de faire une fête pour extirper le racisme de notre société, ainsi que ses causes, il est cependant certain que tous les anti-racistes soutiendront cette initiative de SOS-Racisme, en partici-

pant le 15 juin à cette fête de l'amitié entre les peuples.

Les travailleurs sont une seule classe à travers le monde. Ils sont pour abolir toutes les frontières, réelles ou symboliques, qui les divisent. Ils savent qu'avec cette abolition ils n'ont à perdre que des chaînes, et un monde à gagner.

Paris 19^e Le MRAP traduit en justice par le maire

Le président du comité local du 19^e arrondissement de Paris du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples), Roland Mérieux, comparaitra devant la 17^e chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris, le 12 juin 1985 à 13 h 30. Il est convoqué sur plainte de M. Féron, maire du 19^e, pour délit de « diffamation publique ».

Les faits remontent au mois de février.

Le 3 février, les vendeurs du Front National sur le marché de la Place des Fêtes sont venus, entourés d'un service d'ordre de plusieurs dizaines d'individus qui sur le coup de midi ont choisi de faire une démonstration de force en se plaçant en position d'attaque, casqués, bottés, matraque au poing. Cela avait particulièrement indigné la population du quartier.

A la suite de cet incident, le

MRAP s'est adressé au maire du 19^e pour demander son intervention. Le maire rejetant dos à dos « tous les fauteurs de troubles », le MRAP lui écrivit : « Les agresseurs deviendraient-ils les agressés ? Cette neutralité bienveillante nous semble vous amener à justifier l'injustifiable, et ainsi à contribuer à décerner un brevet d'honorabilité à des individus peu enclins à respecter les lois de la République, et particulièrement la loi du 1/7/82 réprimant toute incitation au racisme ».

C'est pour cette phrase jugée diffamante que M. Féron traîne le MRAP et son président devant les tribunaux.

Cela a été ressenti à juste titre comme une attaque contre tous les anti-racistes. Car le soi-disant souci de vérité et de légalité manifesté par Féron n'a abusé personne : ce monsieur, membre du Centre national des indépendants et paysans, ancien P-DG des usines

Chausson, ne s'est jamais manifesté lorsqu'il s'est agi de dénoncer la propagande raciste et xénophobe de l'extrême-droite qui s'exprime abondamment sur le quartier.

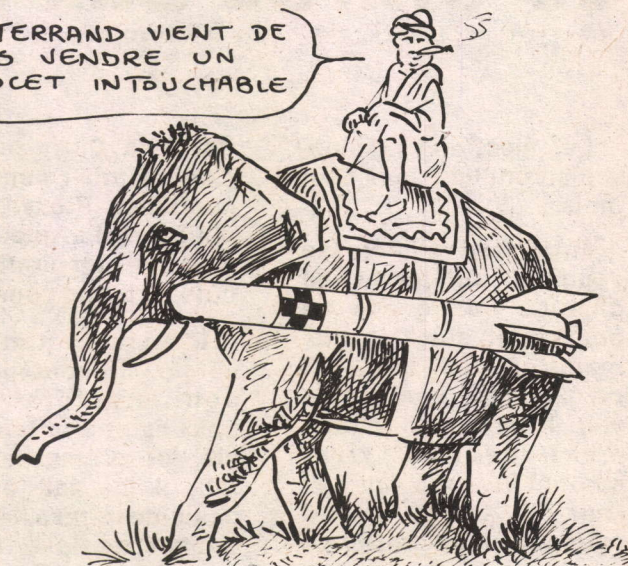
Un comité de soutien à Roland Mérieux s'est constitué sur le 19^e. Une pétition de soutien a reçu la signature de nombreuses personnalités, de syndicalistes, de personnalités politiques, dont notre camarade Arlette Laguiller.

La fédération du MRAP de Paris et le comité de soutien appelle tous ceux qui refusent le racisme à soutenir Roland Mérieux lors de son procès et à se rassembler le jour même du procès, le 12 juin 1985 à 18 h 30, à la Place du Châtelet.

Lutte Ouvrière, qui intervient déjà dans l'arrondissement pour défendre Roland Mérieux, soutient bien entendu ce rassemblement.

Attention ! Un éléphant peut cacher une bonne affaire

MITTERRAND VIENT DE
NOUS VENDRE UN
EXOCET INTOUCHABLE



De juin 1985 à juin 1986, nous allons vivre, paraît-il, à l'heure de l'« année de l'Inde », une initiative qui aurait été concoctée par Mitterrand et Indira Gandhi lors d'une rencontre en 1982.

Officiellement, il va s'agir de nous faire mieux connaître les contrastes de la vie dans ce pays de 780 millions d'habitants.

La façade de cette opération a été soignée. Mitterrand et le fils Gandhi, Rajiv, nouveau chef du gouvernement indien depuis sept mois, vont mêler cérémonieusement l'eau de la Seine et l'eau du Gange. On sera à Paris-sur-Gange.

L'espace entre le Trocadéro et la Tour Eiffel va être livré à un grand spectacle censé évoquer la vie aux Indes. Car, plutôt que de nous montrer la misère ou la discrimination qu'entraîne le système des castes, on préfère nous montrer la « fête indienne », tellement plus pittoresque. Catherine Clément, grande organisatrice des festivités, compte monter une « conspiration pour le merveilleux ».

Vont donc déambuler deux

cents artistes, des dromadaires, des éléphants, des jongleurs, des marchands ambulants. On construira des arcs de triomphe en bambou, etc.

Mais, derrière cette Inde de pacotille, se profilent des opérations beaucoup plus concrètes, pour les industriels français notamment. La visite du Premier ministre indien va être une occasion de régler quelques contrats économiques ou militaires encore en suspens.

On a appris d'ores et déjà que l'Inde achètera quarante Mirage-2000. Mais il est également question de vendre 27 hélicoptères, des canons de 155, de monter une entreprise d'horlogerie, et même de nettoyer le Gange, dont la pollution atteint la cote d'alerte. Et, pour faire bonne mesure, on fera visiter quelques entreprises de téléphonie au Premier ministre indien, histoire de le décider à acheter encore.

Pour les industriels français, voilà une « conspiration pour le merveilleux » qui a infiniment plus de charme qu'un défilé de dromadaires.

Jacques FONTENOY

Dimanche 16 juin

Fête de Lutte Ouvrière à Grenoble

Amis et lecteurs de la région grenobloise, dès maintenant réservez votre dimanche 16 juin. Ce sera la fête de Lutte Ouvrière.

Elle se tiendra à Pont-de-Claix, au jardin de ville « Le Coteau ». Un banquet est prévu à 12 h.

Puis, à partir de 14 h, la fête se poursuivra avec des jeux, animations, débats, cinéma, coin des

sciences, expositions... comme chaque année. Et un spectacle avec Octave, India et Archange (rock), Gloria et Kalifa (chants et danses d'Amérique latine et d'Afrique).

Dès maintenant réservez votre repas et votre carte d'entrée !

Alors, rendez-vous dimanche 16 juin !

□ **Cycles Lejeune (Maisons-Alfort)**

Le premier coup porté à un patron de choc

L'usine Lejeune, entreprise familiale de 200 personnes réalisant le montage des pièces de vélos, a bougé ces derniers jours: 3 débrayages ont eu lieu. Par deux fois, vendredi et lundi, on a essayé de démarrer la grève. Une agitation comme l'usine n'en a pas connu depuis plus de 10 ans. Car la loi du patron pèse lourd, se moquant des droits reconnus des travailleurs et parfois de la loi tout court.

C'est les salaires qui ont fait monter le mécontentement. Une liste de revendications CGT, réclamant entre autres 20 % d'augmentation, a circulé. On a commencé à parler grève. C'est la promesse non tenue du patron de répondre à cette revendication qui a déclenché le mouvement.

La paye, c'est un des scandales de l'usine. Les salaires, très bas, n'ont pas été augmentés depuis longtemps. Le patron nous a fait payer en totalité le passage des 44 heures aux 39 heures. Le patron s'arrange pour ne pas payer deux salaires identiques pour un même travail, établissant

de nombreuses divisions entre ouvriers. Ainsi quelques ouvriers français ont, peu après l'embauche, un salaire supérieur à celui des travailleurs immigrés ayant 10 ans d'ancienneté. Mais ce n'est pas la seule division, dans une entreprise ayant embauché des gens ne pouvant discuter facilement entre eux: 10 langues différentes sont parlées dans l'usine!

Le système Lejeune, c'est également les «chefs de fabrication»: des ouvriers auxquels le patron a prétendu donner «des responsabilités», mais qui restent des ouvriers avec une paye d'ouvrier. Il les réunit de temps en temps, les séparant des autres. Dans la grève, il leur a dit: si j'arrive à ne pas augmenter le personnel, je vous augmenterais en septembre.

Le patron ne craint pas d'utiliser des pressions, y compris physiques, sur les militants, les empêchant même de diffuser des tracts. Des chefs sont venus dans l'assemblée, aboyant des ordres et interpellant individuellement des ouvriers. La pression

des chefs est importante, car ils peuvent imposer des conditions de travail très dures. Le rythme de travail normal est déjà harassant.

Dans cette ambiance, la direction a fait circuler des bruits de fermeture de l'usine en cas de grève. Au débrayage, un directeur a annoncé la perte de la prime mensuelle de 300 francs, alors qu'on était le 31 du mois! En ce qui concerne les revendications, le patron dit qu'il n'a plus d'argent et qu'il va en réclamer au gouvernement. Pour la première fois, des dizaines d'ouvriers de cette usine se sont rassemblés. On a parlé, on a agi ensemble et cela s'est déjà senti sur l'ambiance de l'usine. On n'a plus accepté les mêmes choses. C'est une première fissure dans l'autoritarisme Lejeune. On ne s'arrêtera pas là.

La publicité des cycles Lejeune affiche cyniquement: «*Lejeune c'est la liberté*». On a bien l'intention de l'avoir, cette liberté de la publicité. Même s'il faut faire sauter la chaîne pour bloquer le vélo Lejeune!

□ **Centre AFPA d'Amiens**

La formation des ouvriers de l'an 2000 avec les machines des années 60

Fabius a-t-il été impressionné d'apprendre que les ouvriers japonais de l'automobile sont bacheliers. Sous-entendu: en France, les ouvriers ne sont pas à la hauteur et manquent d'envie d'apprendre. Mitterrand, comme tous les ministres de son gouvernement, ne rate jamais une occasion de discourir sur la nécessité de préparer l'industrie française à l'an 2000. Un grand effort de formation professionnelle serait-il en cours en France. C'est du vent. Si les subventions pleuvent sur les capitalistes, pour les aider à se payer des machines ultra-modernes, la formation professionnelle des ouvriers licenciés et des jeunes sans qualification relève du bricolage, du système D et de la seule bonne volonté des formateurs qui essaient de se débrouiller comme ils le peuvent, sans crédits. Voici la situation au centre AFPA d'Amiens.

Ce centre regroupe 21 sections totalisant 400 stagiaires censés acquérir une qualification dans des domaines très divers. Les stages durent entre deux et onze mois. Dans toutes les sections, c'est sur du vieux matériel, le plus souvent usé jusqu'à la corde, que les ouvriers sont supposés acquérir une compétence.

En section maçonnerie, la bétonneuse tourne très bien à vide, mais en charge, elle s'essouffle au bout de trois tours.

En réparation de machines agricoles, une spécialité qui attire les petits paysans qui ont dû quitter la terre, les stagiaires se «perfectionnent» sur des tracteurs et des moissonneuses-batteuses datant des années soixante. En début de stage, les stagiaires, appuyés par les professeurs, ont réclamé du matériel plus moderne. Ils n'ont eu droit qu'à des promesses. Résultat: à l'heure où toutes les machines fonctionnent avec des mécanismes hydrauliques, les ouvriers perdent leur temps sur de vieux engins dotés d'engrenages mécaniques et de courroies.

En électricité il n'y a, à l'heure des automatismes, pas une seule cellule photo-électrique. En comptabilité, pas d'ordinateur, ni même une seule machine à écran (selon les dires du gouvernement, la Picardie, où les PTT distribuent des Minitel, serait-elle en avance sur le plan communication et informatique!)

Un ouvrier stagiaire de 38 ans, avec dix ans de tournage derrière lui, est parti au bout de huit jours en disant: «*Je suis*

venu me perfectionner, pas pour travailler sur les mêmes bécasses que lorsque j'étais au CET à dix-sept ans».

Comme les crédits sont distribués au compte-gouttes, le directeur du centre et les professeurs en sont réduits à se débrouiller en utilisant le système D. Exemple: en section «ouvriers d'entretien», 50 % des vérins pneumatiques et hydrauliques ont pu être achetés seulement parce que le professeur a accepté de faire en heures supplémentaires des cours aux ouvriers du Carbone Lorraine d'Amiens. La somme allouée à la section a de ce fait été augmentée.

En tournage, un tour à programmation numérique datant de 7-8 ans, et qui n'est donc pas du dernier modèle, a été acheté d'occasion à une usine qui souhaitait s'en débarrasser. Il a quand même l'avantage de n'avoir pas de jeu, ce qui n'est pas le cas des autres vieux rossignols qui jusque-là composaient tout le parc. Là encore, pour obtenir l'autorisation d'achat, il a fallu que le formateur accepte de venir faire des cours supplémentaires le vendredi après-midi pendant plusieurs mois. Quant au stage qu'il souhaitait faire pour se familiariser avec ce nouveau tour, il a été réduit à deux jours passés à l'usine qui a vendu la machine.

En plomberie, tous les exercices portent sur des montages en plomb et en cuivre, alors que les plastiques collés sont de plus en plus utilisés dans le bâtiment.

A l'heure où toutes les techniques évoluent rapidement (n'est-ce pas M. Fabius et M. Chevènement?), les formateurs réclament de pouvoir se perfectionner eux aussi, ce qui paraît la moindre des choses. Mais comme les effectifs sont calculés au plus juste, c'est la croix et la bannière pour décrocher un stage. Les seuls accords assez facilement consistent dans un petit séjour dans une entreprise, à condition qu'il ne dépasse pas huit jours.

Résultat: à l'ère des automatismes et de la robotisation, les professeurs qui enseignent l'électricité sur de vieux schémas électriques, comme on en utilisait il y a 20 ans, reconnaissent, quand les ouvriers leur en font la remarque, que tout ça date un peu.

La France regorgera bientôt de gardiens de musées des techniques. Et d'ouvriers qui auront fait l'expérience que la promesse de nos gouvernements ne sont que de méprisables mensonges.

Correspondant LO

ECHOS

DES ENTREPRISES

La gratuité des transports existe... nous l'avons rencontrée

On continue à s'organiser pour boycotter les cars. On peut constater que les transporteurs, depuis près de deux mois, font rouler toujours à vide... ou presque!

Il en faut, de la connexité et du fric, pour faire

rouler autant de cars à vide!

En tout cas, sans le savoir, les transporteurs sont en train de faire la démonstration que la gratuité des transports pour les travailleurs est possible!

S'ils peuvent rouler pour rien à vide... c'est qu'ils peuvent rouler pour rien à plein.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Alsthom-Atlantique, Saint-Nazaire.

Suivons le saumon

Jusqu'ici, les barrages EDF faisaient des victimes: les saumons. Ceux-ci ne pouvaient plus remonter le cours des fleuves.

Sous la pression de divers organismes, EDF

a dû s'incliner. Elle a déboursé plus de 800 millions de centimes pour équiper le barrage de Bergerac d'une passe à poissons inaugurée le week-end dernier.

Alors, faire déboursier

EDF, c'est possible. A nous de remonter le courant pour repêcher nos pertes de salaires.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière EGF Grenelle, Paris 15ème.

□ ABC (Ateliers Chantiers de Bretagne)

Alsthom licencié !

C'est ce qu'on peut voir écrit en grosses lettres fraîchement peintes sur un des murs de l'usine longeant la Loire. Après les 444 licenciements envisagés officiellement le 17 avril dernier, c'est 45 licenciements de plus qui viennent d'être annoncés par la direction de l'entreprise. Cela porte à 489 le nombre de personnes licenciées, sur un total de 1 346 salariés.

Pourtant, il y a quelques mois encore, les ACB semblaient être une des rares entreprises nantaises encore peu touchées par la crise : nouvelles commandes dans des secteurs de pointe, off-shore, agro-alimentaire avec usines clés en mains, appareils auto-propulsifs, machines-outils. Et le moindre marché était annoncé en grande pompe dans la presse locale.

L'annonce de licenciements aussi massifs a été la douche froide. Tous les secteurs sont touchés : bureaux d'études, maîtrise, mais surtout la fabrication.

L'usine de Vertou (66 salariés) ferme ses portes. A Nantes, la moitié des ateliers de fabrication sont touchés : 190 ouvriers horaires, 9 mensuels, 9 cadres en départ sec, le reste en départ FNE. La direction a mis en place son plan de crise : départ à 55 ans, conversions FNE, licenciements économiques. Une trentaine de personnes sont parties volontaires avec 5 millions de centimes. Aux salariés licenciés pour raisons économiques, la direction propose le recours à la mission de reconversion, c'est-à-dire des mutations dans d'autres usines du groupe ou filiales, la très grande flexibilité, pouvant aller jusqu'à l'étranger.

Le 30 mai, les syndicats CGT et CFDT, réunis en intersyndicale, décidaient l'occupation de l'usine pour 24 h, surtout l'atelier chaudronnerie le plus touché, avec piquets de grève à chaque porte, animation musicale et meetings regroupant d'autres usines de la métallurgie nantaise touchées elles aussi par les

licenciements. La dernière occupation d'usine remonte à Mai 68, mais dans un autre contexte. Là, l'ambiance reste attentive et les actions proposées par l'intersyndicale sont assez bien suivies : manifestations en ville, occupation, ont regroupé pas mal de monde, mais personne ne se fait trop d'illusions quant à leur efficacité. C'est plutôt histoire de marquer le coup et ne pas se laisser mettre dehors sans réagir.

La liste des licenciés sera connue officiellement le 17 juillet et, en attendant, le mois de juin sera marqué par le chômage accéléré : une semaine sur quatre pour 600 salariés de la production, une semaine sur deux pour 50 membres de l'encadrement. Pendant ce temps, Alsthom et ses actionnaires n'ont jamais fait autant de profits, s'engraissant du licenciement de milliers de travailleurs dans toutes les usines du groupe.

Correspondant LO

□ ALSTHOM SAINT-OUEN (Seine-Saint-Denis)

Un intérimaire mis à la porte

Les débrayages pour protester contre la décision de licencier l'intérimaire n'ont finalement pas suffi à faire céder la direction.

Elle avait dû reculer quelques semaines plus tôt, en acceptant de réembaucher un jeune bobinier rentrant du service militaire. Du coup, elle avait en échange décidé de se débarrasser de cet intérimaire, en lui disant que le jeune bobinier prendrait sa place.

Une manœuvre qui avait d'autant plus écoré les travailleurs du Magasin Général que l'intérimaire travaillait dans ce secteur depuis plus de deux ans. Celui-ci y occupait un poste fixe, même si la direction trichait en lui faisant des contrats successifs (des démarches auprès de l'inspection du travail sont en cours).

Malgré les multiples débrayages des travailleurs du Magasin Général (un atelier de 25 personnes) et deux débrayages d'une heure sur l'usine rassemblant 90 puis 200 personnes, jeudi 30 mai la direction annonçait qu'elle refusait de revenir sur sa décision.

Seule la section CFDT appe-

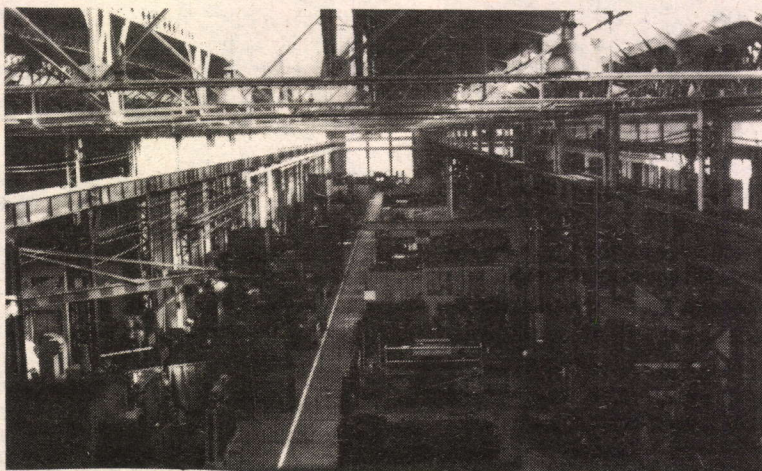
lait à redébrayer le vendredi 31, alors que la CGT, elle, baissait les bras, contribuant à démoraliser une partie de ceux qui avaient réagi. y compris les gens du Magasin Général. Le débrayage ne rassemblait plus que 50 personnes.

En licenciant un intérimaire à la place du jeune bobinier, la direction espérait probablement que cela passerait comme une lettre à la poste. La

réaction a été plus forte qu'elle ne s'y attendait (et personne n'a regretté d'y avoir participé).

Mais, ayant dû reculer une fois, elle avait fait ce deuxième licenciement pour ne pas avoir l'air de capituler et elle était donc décidée à aller jusqu'au bout. C'est pourquoi des débrayages limités, même répétés, ne pouvaient pas suffire cette fois.

Correspondant LO



□ LTT (Lignes Télégraphiques et Téléphoniques)

Pour 100 000 balles, t'as plus rien...

Le 3 juin, lors d'un Comité central d'entreprise extraordinaire, la direction du groupe LTT a purement et simplement donné leurs huit jours à 425 travailleurs du groupe : nous avons jusqu'au 10 juin pour déguerpir volontairement en prenant la prime de départ de 100.000 F. Passé ce délai, ce sera le licenciement avec une prime de consolidation dite « dotation-formation » (à quoi, on se demande bien !) d'un montant allant de 15.000 à 40.000 F.

Cette nouvelle n'est pas vraiment une surprise. Cette fois-ci — et c'est bien la première fois en matière d'emplois — la direction de LTT a tenu ses engagements. En décembre dernier, elle avait annoncé plus de 1 000 suppressions d'emplois (sur un peu plus de 2 000 salariés) sur l'ensemble du groupe, pour juillet au plus tard. Compte tenu des 198 départs en pré-retraite, de 441 mutations ou départs volontaires, l'annonce du 3 juin complète la promesse faite. Ainsi, comme le souhaitait l'Etat — qui est le principal actionnaire du groupe, aux côtés des groupes nationalisés Thomson et CIT — la situation de LTT sera « assainie » et les centaines de millions que l'Etat a versés depuis un an vont enfin permettre d'augmenter les profits !

□ CEPEN (Orléans)

Un travailleur gravement brûlé aux yeux

Un accident est arrivé à un camarade de l'Emaillerie. Il est hospitalisé pour brûlures au visage et risque de perdre une partie de la vue.

C'est une fuite dans une cuve contenant de l'acide qui est à l'origine de l'accident. Notre camarade a constaté que l'acide se répandait par terre. Son chef l'a envoyé chercher deux sacs de soude caustique pour neutraliser l'acide, alors que cela ne se fait jamais. Et lorsque notre camarade a déversé la soude sur l'acide, cela a provoqué une

Cette opération profitable, ce sont essentiellement les travailleurs de l'usine de Conflans qui en auront fait les frais : de 1 600 travailleurs, nous devrions être un peu plus de 700 d'ici juillet ! Aujourd'hui, selon la direction, nous serions encore 359 « en trop » à Conflans, 359 qui s'accrochent vraiment trop, à son goût. C'est d'ailleurs sans doute pour cette raison qu'elle a finalement repoussé la date limite d'obtention de la prime, espérant nous allécher et lui permettre d'éviter des licenciements ouverts, qui risquent toujours de provoquer des réactions.

Seulement, son annonce risque de faire long feu. Nous sommes bien placés pour savoir que, prime ou pas, c'est le chômage qui nous attend : c'est le cas de la plupart de ceux de nos camarades qui sont déjà partis. Et le CCE n'a pas provoqué les bousculades aux portillons pour obtenir la prime.

Alors, les directeurs de LTT vont quand même bien devoir en passer par l'épreuve qu'ils auraient bien voulu éviter : venir nous dire en face qu'ils veulent nous licencier. Et, à défaut de nous garder nos emplois, on compte bien profiter de l'occasion pour leur faire passer de mauvais quarts d'heures !

Correspondant LO

explosion qui l'a projeté en arrière et lui a brûlé les yeux.

C'est le deuxième accident avec brûlures qui se produit en 15 jours dans ce secteur. Il y a 15 jours en effet, un travailleur avait été brûlé légèrement au visage par de l'eau à 80 degrés, contenant 4 % de soude.

A l'Emaillerie, ce ne sont pas les matières dangereuses, telles que l'acide, la soude ou l'eau bouillante, qui manquent. Et l'installation est tellement vétuste que les risques sont permanents.

Correspondant LO

Les militaires expulsent les ressortissants étrangers

Le Pouvoir aux Travailleurs, mensuel trotskyste de l'Union Africaine des Travailleurs Communistes Internationalistes, consacre, dans son numéro du 20 mai dernier, deux articles à la situation au Nigeria. Nous les reproduisons intégralement ci-dessous.

Ainsi donc pour la deuxième fois en deux ans, le gouvernement du Nigeria a procédé à l'expulsion de plusieurs centaines de milliers de ressortissants étrangers, dits « en situation irrégulière ». Oh, pas de n'importe quels ressortissants étrangers ! Il ne s'agit pas des locataires, même étrangers, des hôtels de luxe de Lagos ou de Kano ! Non, ceux que l'on voit, parqués aux postes frontières sous la garde de militaires armés, ceux qui sont entassés dans des camions ou des bateaux, n'ont manifestement pas d'autres biens qu'un balluchon, un matelas ou, au mieux, un transistor. Ceux que l'on pourchasse dans le pays, que l'on malmène avant de les jeter dehors, ce sont des pauvres.

Ils sont de ceux (et ils sont déjà des millions en Afrique, et ils sont de plus en plus nombreux) qui peuplent les taudis et les bidonvilles des grandes villes. Quelques-uns, une minorité, des ouvriers. Pour d'autres, chômeurs, tâcherons occasionnels, vendeurs ambulants ; même être un ouvrier à demeure est déjà une chance. Ils sont de ceux qui, au cours de la décennie passée, ont quitté les campagnes ; les uns chassés par la famine ; les autres sont ceux du Tchad, parce qu'à la misère s'ajoutent les bandes armées pillardes ; d'autres encore, simplement, parce que la ville représente tout de même l'espoir de vivre autrement et peut-être un peu mieux.

Oui, ils sont des millions en Afrique, sans feu ni lieu, à la recherche d'un travail, même intermittent, dont l'afflux a fait de Lagos, de Dakar, de Douala ou d'Abidjan des villes en croissance rapide. Et, parce que la misère est plus forte que les frontières, ceux-là ne respectent pas les frontières. D'ailleurs, quelle différence entre les contrôles et les brutalités dans les pays qui figurent sur leur carte d'identité comme leurs pays d'origine, et les contrôles et les brutalités ailleurs, à l'étranger ?

Et le Nigeria, avec ses grandes villes, avec ses activités commerciales, pétrolières et dans une certaine mesure industrielles, avec ses chantiers, avec tout ce semblant d'essor économique causé par le pétrole et plus encore par la spéculation qu'il a engendrée, apparaissait pour des millions de Ghanéens, de Nigériens, de Tchadiens, de Béninois ou de Togolais, comme un pays d'espoir.

Pour la plupart d'entre

eux, l'espoir s'est concrétisé simplement par un taudis dans un des bidonvilles de Lagos ou de Kano, et par des travaux occasionnels. Même au plus fort de l'essor économique du Nigeria, il n'y avait du travail régulier que pour une petite fraction de ce prolétariat potentiel, qu'ils fussent d'ailleurs Nigériens ou « étrangers ». Et la minorité qui gagnait régulièrement sa vie comme ouvrier n'avait vraiment pas de quoi en devenir millionnaire...

En décidant d'expulser quelques centaines de mil-

Certains immigrés ne veulent pas être traités comme du bétail

Selon certaines informations rapportées par le quotidien sénégalais *Le Soleil* du 14 mai, l'expulsion des étrangers du Nigeria ne s'est pas passée sans difficultés. Mécontents d'être traités comme du bétail, certains « sans-papiers » s'en sont pris aux forces de police. Ce journal rapporte que le 12 mai, à l'aube, « peu après leur arrivée au poste de Semé, ils avaient commencé à se rebeller et s'en étaient violemment pris aux forces de l'ordre nigérianes, très vite débordées. Les étrangers, ghanéens pour la plupart, avaient même conquis une partie de l'aéroport et mis à sac un hangar de fret ».

D'après le même journal, le 13 mai au matin, « les étrangers parvenaient à nouveau à déborder le cordon de police, cassaient le standard téléphonique, détruisaient des relais électriques et pillaient la cantine ». Il semble donc que, cette fois, certains immigrés aient donné du fil à retordre aux autorités nigérianes. Mais cette résistance n'a pas empêché l'expulsion.

liens de ces pauvres venus d'ailleurs, le gouvernement nigérian ne compte pas rendre le sort des dizaines de millions de pauvres de chez lui meilleur. Il ne compte sans doute même pas que ces expulsions soient définitives. Il sait que, pour brutale que soit l'attitude de la police nigérienne à l'égard des étrangers pauvres, et pour sanglantes que soient les méthodes d'expulsion, tant qu'ont meurt de faim au Tchad ou au Ghana, les expulsés reviendront.

Mais, comme les diri-

geants d'autres pays d'immigration d'Afrique, (ceux du Gabon ou de la Côte-d'Ivoire, ou comme tant de dirigeants des riches pays impérialistes d'Occident, les dirigeants nigériens espèrent au moins désigner un bouc émissaire devant les pauvres de leur propre pays. Parce qu'aujourd'hui, la situation est explosive au Nigeria. La crise a frappé, à la mesure de l'essor spéculatif d'avant. Et dans ce pays où, plus encore que dans d'autres, est patent le contraste entre l'enrichissement d'une bourgeoisie affairiste et l'accumulation de la pauvreté, des révoltes se multiplient.

Alors, le gouvernement militaire a choisi la démagogie anti-étrangers comme dérivatif. Comme son prédécesseur civil. Et avec les mêmes méthodes barbares qui ont fait déjà plusieurs dizaines de morts. Nous ne savons pas si cette nouvelle vague d'expulsions a suscité des réactions anti-étrangers, comme en a suscité la précédente. Il ne semble pas, et c'est alors un signe d'espoir.

L'évolution économique des dix, des vingt dernières années, en dépeuplant les campagnes au profit des villes, de ses usines parfois, de ses taudis toujours, est en train de forger un prolétariat. En ballottant les pauvres d'une ville à l'autre, d'un pays à l'autre, tantôt sous la contrainte de la recherche du travail, tantôt sous la contrainte des expulsions policières, l'évolution des choses est en train d'apprendre à ces prolétaires, dans les faits, qu'ils n'ont pas de patrie, et qu'ils ne peuvent pas en avoir.

Alors, il faut que cet état de fait devienne conscient. Il faut qu'il y ait des hommes, des femmes pour l'exprimer. Il faut que naissent, en Afrique aussi, des organisations pour écrire clairement sur le drapeau que, par-delà les frontières d'Etat, il y a une seule et unique classe de prolétaires. Qu'elle n'a rien, mais vraiment rien d'autre à espérer du système capitaliste que la perpétuation de sa misère. Mais le prolétariat d'Afrique, s'il ne peut rien pour améliorer son sort à l'intérieur du système, peut par contre contribuer à le détruire. Le système capitaliste ne lui laissera pas d'autre voie que la révolte. Il lui faudra la volonté politique d'entraîner dans la révolte ses frères prolétaires d'Europe, d'Amérique ou d'ailleurs.

AFP



A la frontière entre le Nigeria et le Bénin...



Nous avons reçu cet appel du Comité de coordination des étudiants iraniens :

« Voici plus d'un an que la direction de la Cité Internationale refuse aux étudiants iraniens opposants au régime de la République islamique d'Iran l'accès du hall central de la Cité universitaire internationale à Paris.

Pourtant, cela fait maintenant plus de vingt ans que les étudiants iraniens se retrouvent toutes les semaines à la Cité pour échanger leurs idées et exercer leurs activités démocratiques. (...).

La direction de la Cité a franchi un nouveau pas en prenant une nouvelle mesure discriminatoire et restrictive en contrôlant les entrées de la Cité. Cette décision inadmissible et intolérable vient s'ajouter à bien d'autres. Il s'agit non seulement d'empêcher les étudiants iraniens d'accéder à la Cité mais en plus de diviser les étudiants et de rejeter sur les étudiants iraniens la responsabilité de ferme-

ture du hall central et des contrôles supplémentaires.

Or nous estimons que la solidarité internationale existe et que l'ensemble des étudiants, indépendamment de leur nationalité, sont concernés pour défendre la liberté d'expression bafouée par des arguments douteux. Car si aujourd'hui ce sont les étudiants iraniens qui sont la cible de ces mesures, il n'en reste pas moins que, tôt ou tard, d'autres nationalités seront l'objet des mêmes mesures, ce qui par ailleurs est déjà vrai pour certains d'entre elles.

Nous appelons donc tous les étudiants et démocrates refusant la présente situation à s'associer à nous pour dénoncer ces agissements antidémocratiques et réclamer la levée de l'ensemble des mesures discriminatoires ».

Rassemblement devant le Rectorat (47, rue des Ecoles, 75005 Paris) Vendredi 14 juin 1985 à 15 h.

Grande-Bretagne

Après le massacre du stade de Bruxelles :

Une campagne anti-ouvrière des bourgeois anglais

« Il y a en Grande-Bretagne trois causes de violence : l'Ulster, le football et les piquets de grève » a déclaré tout net Thatcher à la suite du massacre du stade de Bruxelles. Même appréciation du journal bourgeois *The Economist*, qui écrit : « Il y a quelque chose de pourri dans la classe ouvrière anglaise ». Tous ces gens-là désignent les chômeurs de Liverpool comme les seuls et uniques responsables de la boucherie survenue sur les gradins du stade du Heysel.

Certes, il y avait parmi les brutes déchaînées venues d'Angleterre de jeunes chômeurs ivres venus se défouler. Et la presse britannique, avec à sa suite quelques journaux étrangers comme *Le Journal du Dimanche*, ne s'est pas fait faute de publier après la tragédie des photos de jeunes abrutis plastronnant devant l'objectif, les yeux noyés d'alcool.

Mais il n'y avait pas à Bruxelles, parmi les

cogneurs, que des ouvriers ou fils d'ouvriers. Il y avait aussi des gens paraît-il bien élevés, établis, des petits bourgeois, commerçants, fils de commerçants, du côté anglais comme du côté italien, où l'un des inculpés est fils d'un chef d'entreprise.

La campagne haineuse de la bourgeoisie anglaise est tout sauf innocente. C'est la classe ouvrière qui est visée et mise au banc d'infamie, accusée de donner une mauvaise image de l'Angleterre. Parce que, bien sûr, l'Angleterre des riches est, elle, fair-play et civilisée. Dans ce pays dont les chefs militaires et politiques ont envoyé sans sourciller par le fond les trois cent cinquante marins argentins du croiseur *Belgrano*, il y a aussi parmi les classes populaires, et tout spécialement parmi les jeunes des quartiers pauvres, des traditions de bagarres et de violence. La société anglaise, qui

tolère les excentricités de ses lords et se montre accueillante aux malversations financières de ses banquiers, est particulièrement dure aux pauvres et aux ouvriers.

Les barrières de classe s'y affichent plus ouvertement, la richesse s'y étale plus cyniquement que dans les autres pays industriels d'Europe. Les fils d'ouvriers, qui sont de plus en plus des fils de chômeurs, y apprennent plus tôt qu'ailleurs qu'ils sont des exclus. Les sans-travail y sont dénoncés comme des parasites vivant aux crochets du pays par les porte-parole de la même bourgeoisie qui ferme les usines et les mines.

Alors, quand ce beau monde, qui dénonce sans vergogne les vices des pauvres mais encaisse les dividendes des distilleries et les contrats de publicité passés sur les stades, donne des leçons de morale et de décence, c'est la haine de classe qui les anime. Et le fait que Thatcher ait



tenu à associer les piquets de grève de la récente grève des mineurs à l'opprobre dont elle couvre les assassins du stade est bien significatif. C'est la vieille idée réactionnaire, née avec la bourgeoisie, que les classes populaires sont des classes dangereuses ; que les pauvres peuvent se transformer en bêtes féroces et qu'il faut les maintenir en respect avec les bâtons des flics et les balles des unités spéciales.

Il y a aujourd'hui en Grande-Bretagne dans la classe ouvrière beaucoup de rancœur et de désespoir. Le chômage ne cesse de croître. Thatcher a depuis longtemps gagné pour les faubourgs ouvriers de Liverpool la coupe d'Europe du chômage. La bourgeoisie anglaise, qui a en ce domaine quelques années d'avance sur les autres bourgeoisies européennes, a parqué

au chômage toute une partie de la classe ouvrière. Une partie du prolétariat anglais est menacée par tomber dans le sous-prolétariat, tout spécialement sa jeunesse.

Alors, ce n'est pas étonnant qu'une partie de cette jeunesse ressent des envies de violence. Et pour le moment, il y a plus de jeunes des quartiers pauvres pour se passionner pour les exploits de « leur » club que pour la défense des intérêts de leur classe ; il y en a plus pour avoir envie de se défouler sur les supporters de l'équipe d'en face que pour s'en prendre aux vrais responsables de leur sort. C'est ça qui ne va pas dans la classe ouvrière anglaise... comme dans celle de bien d'autres pays.

Mais quand ça ira mieux, Thatcher n'en sera pas plus fière.

Pierre VERNANT

Un plan de remise en cause des prestations sociales

Le ministre des Affaires sociales du gouvernement Thatcher vient de présenter un plan prévoyant des coupes sombres dans les pensions de retraite, les aides au logement, les aides attribuées aux pauvres et les allocations de chômage. Son rapport explique que le montant total des budgets d'aide destinés à compenser les inégalités sociales est trop élevé, car il représentera cette année deux fois le budget militaire. Il propose donc de faire feu sur ces dépenses.

Le ministre commence par expliquer que les très pauvres ne reçoivent pas assez. Il relève démagogiquement : « Il est inadmissible de laisser persister une situation dans laquelle trois sur cinq des enfants des familles pauvres aidées manquent de vêtements,

indispensables mais coûteux, comme un manteau chaud ou du linge de rechange ». En vertu de quoi, il propose une redistribution des aides, qui seraient supprimées ou réduites pour les pauvres et augmentées pour les très très pauvres. Le tout se soldant évidemment par un gain pour l'Etat. Reagan avait utilisé le même tour de passe-passe pour présenter son plan de réforme fiscale comme favorable aux déshérités.

La plupart des foyers de Grande-Bretagne seront touchés. Le système de pensions de retraite, qui date de 1975 et concerne les 9,3 millions de retraités que compte le pays, sera revu en baisse. Les dispositions destinées à protéger les retraités contre l'inflation et à dédommager les travail-

leurs manuels retraités, dont les salaires et donc les pensions ont chuté du fait du chômage partiel, seraient remises en cause. Les travailleurs ayant encore quinze ans à travailler devraient cotiser à un nouveau fonds, soit un prélèvement supplémentaire de 2 % sur leur salaire.

Naturellement, le gouvernement présente tous ces projets comme devant entrer progressivement en vigueur, de façon à éviter des réactions brutales. Mais le sens est clair : économiser des fonds sur les dépenses sociales. Il s'agit de prendre aux pauvres pour donner un tout petit peu aux très pauvres, de le clamer à son de trompe et de ristourner l'essentiel aux capitalistes.

P.V.

Parodie de procès

Après avoir été suspendu, le procès ouvert à Gdansk le 23 mai contre Wladyslaw Frasnyniuk et Bogdan Lis, dirigeants du syndicat dissous Solidarité, et Adam Michnik, ancien conseiller du syndicat, a repris le 3 juin.

Depuis le début, seuls quelques membres de la famille des accusés ont le droit d'y assister, au milieu de nombreux policiers. La présence de tout autre spectateur, notamment des journalistes, est soigneusement interdite. Mais, même devant ce public trié sur le volet, le tribunal ne tient pas à ce que les accusés puissent défendre leurs idées : il exige d'eux qu'ils ne répondent que par oui ou par non aux questions qui leur sont posées.

Dans ces conditions, Frasnyniuk a refusé de poursuivre sa déposition et demandé à quitter l'audience. Michnik, lui, a réclamé la récusation du président du tribunal pour sa partialité. Après avoir rejeté dans les formes la demande de récusation et s'être décerné ainsi à lui-même un brevet d'impartialité, le pré-

sident en question s'est déclaré « offensé » par un tel soupçon... et a expulsé son auteur pendant une partie de l'audience !

Les trois accusés ont été arrêtés lors d'une réunion en présence de Lech Walesa, le 13 février, pendant laquelle avait été envisagée la réplique à organiser à la suite d'importantes augmentations de prix. Ils sont accusés d'avoir participé à la direction d'une organisation illégale, le syndicat Solidarité dissous, et d'avoir cherché à susciter des désordres publics, en l'occurrence une grève d'un quart d'heure, qui avait d'ailleurs été annulée.

L'accusation a jugé nécessaire de monter toute une mise en scène contre les accusés. L'un d'eux, Bogdan Lis, a été enregistré à son insu lors d'une conversation qu'il a eue en janvier avec un membre de la police politique, conversation qui portait, selon Bogdan Lis, sur la possibilité de reprise d'un dialogue entre le pouvoir et la population. L'enregistrement a servi à un montage dans lequel Bogdan

Grèce

Victoire électorale des socialistes, mais rien n'est encore gagné pour les travailleurs

C'est donc le Parti Socialiste Pan-Hellénique, le PASOK d'Andréas Papandréou, qui a remporté les élections législatives grecques qui se déroulaient ce dimanche 2 juin. Au gouvernement depuis 1981, le PASOK le sera encore sans partage pendant quatre ans, du moins si rien ne vient troubler le jeu.

Le PASOK, ce parti créé en 1974 par le politicien bourgeois Papandréou, a récolté 46,5 % des voix, ne fléchissant que de 1,5 point par rapport à son score de 1981.

Son principal adversaire, la Nouvelle Démocratie, le parti de droite de Constantin Mitsotakis qui, contrairement au nom de son parti, regroupe entre autres de vieux royalistes et d'anciens partisans de la dictature des colonels, a encore amélioré son score électoral, franchissant cette fois la barre des 40 % (contre 36 % en 1981).

Le système de la « proportionnelle renforcée », qui amplifie les résultats des deux plus grands partis, suffit à parachever la victoire du

PASOK en lui assurant une fois de plus la majorité absolue au Parlement grec. Le PASOK a 161 députés dans le nouveau Parlement (il en avait 172 en 1981). La Nouvelle Démocratie, de son côté, augmente son nombre de députés de 115 à 125.

Papandréou a donc gagné son pari de rallier à lui les électeurs indécis du centre, qui ont fait la différence et assuré son succès. Pour ce faire, il a mis de toutes ses forces l'accent sur le réflexe anti-droite tout au long de sa campagne électorale, réussissant à masquer les aspects pourtant peu flatteurs de ses quatre années de gouvernement.

Au gouvernement, Papandréou a en effet mené sa barque à la manière d'un Mitterrand ici. Pendant les deux premières années, il a réalisé quelques réformes susceptibles de lui valoir un crédit dont il entendait bien user ensuite pour faire passer une politique d'austérité.

Il a fait adopter le droit de vote à 18 ans, légaliser le mariage civil, fait reconnaî-

tre, au moins légalement, l'égalité des sexes, fait supprimer la dot obligatoire pour les filles. Il a fait réhabiliter moralement et économiquement les résistants contre l'occupant nazi, alors qu'en Grèce jusqu'à présent ils étaient considérés comme des citoyens de deuxième choix.

Les bas salaires avaient été augmentés, la semaine de 40 heures accordée et les congés payés portés à trente jours. Il avait même mis en route une échelle automatique des salaires.

Mais dès 1983, tout cela était remis en cause. Papandréou mettait en œuvre une politique d'austérité. Le réajustement automatique des salaires était suspendu. Il l'est toujours. Le droit de grève était supprimé dans le secteur public, la drachme dévaluée.

Sa politique économique de soutien aux possédants a considérablement endetté le pays. La dette extérieure est passée de 4 millions à 14 milliards de dollars. Des sommes qui viennent s'ajouter aux aides de la Communauté européenne,

qui représentent un demi-milliard de dollars chaque année.

Inutile de dire que Papandréou, jadis adversaire de la CEE et de la présence américaine (concrétisée par l'existence de plusieurs bases militaires US), ne l'est plus aujourd'hui.

Si les campagnes ont bénéficié de l'aide de la CEE, les villes et notamment Athènes, qui représente les deux cinquièmes de la population, ont été les plus touchées par cette politique de rigueur.

En 1984, le chômage augmentait d'un seul coup de 15 %, touchant essentiellement les jeunes. Il représente aujourd'hui 8,5 % de la population active du pays, officiellement, mais certainement plus en réalité.

Le réflexe anti-droite a pu jouer en faveur de Papandréou. En effet en Grèce, pour beaucoup de gens, le « retour de la droite » ne signifie pas seulement le remplacement d'une équipe de politiciens par une autre équipe de politiciens, en tous points pareille quand on la voit à l'action, c'est la crainte d'un retour d'une dictature féroce, la mainmise de l'armée sur la vie civile, une période sombre encore très vivace dans les mémoires. De ce point de vue, les hommes de la droite, dont l'équipe dirigeante est composée d'anciens alliés des militaires, ont pu être handicapés.

Mais, qu'une partie de l'électorat populaire trouve encore le bilan de la gestion

Papandréou somme toute positif, ou que ce soit simplement un réflexe antidroite qui ait joué, de toute manière Papandréou peut s'estimer content. Il a apparemment quatre ans d'assuré devant lui.

Mais, pour les travailleurs grecs, ces élections ne règlent rien. Non seulement, il y a tout lieu de penser qu'il n'y aura pas une deuxième vague de mini-réformes comme il y en a eu en 1981, mais ils ne sont même pas à l'abri d'un retour de la droite. Toute l'histoire grecque, à commencer par le putsch de 1967, montre qu'il ne suffit pas que la gauche soit majoritaire sur le plan électoral pour être au gouvernement. Encore faut-il que la bourgeoisie grecque accepte de jouer le jeu. Elle ne le jouera que si elle estime que Papandréou parvient à faire avaler aux travailleurs grecs toutes les vicissitudes de la crise économique. Mais si elle constate qu'il joue insuffisamment ce rôle, elle cherchera à droite, à l'extrême-droite, ou du côté des militaires, des moyens plus expéditifs.

Dans cette hypothèse, ce qui sera déterminant ce ne seront certainement pas quelques bulletins de vote de plus ou de moins, ce sera le rapport de forces entre la bourgeoisie et la classe ouvrière. Et pour ne pas être prise au dépourvu à ce moment-là, la classe ouvrière grecque a intérêt dès maintenant à ne pas croire que le succès de Papandréou est son succès.

Jacques FONTENOY

Pologne

Lis évoquerait les actions passées et à venir de la direction clandestine de Solidarité.

Des conversations téléphoniques de Lech Walesa ont également été enregistrées pour apporter la preuve que la réunion au cours de laquelle les arrestations ont eu lieu était liée à la préparation de la grève d'un quart d'heure.

Toutes ces machinations policières semblent bien dérisoires, puisque les accusés revendiquent hautement leurs activités et ne nient pas,

bien au contraire, qu'ils avaient envisagé une grève de riposte aux hausses de prix.

Ils risquent aujourd'hui cinq ans de prison. Lis, arrêté en juin 1984, avait été libéré en décembre. Les deux autres inculpés avaient été libérés après une longue peine de prison, par l'amnistie d'août dernier, destinée à donner une meilleure image du régime. Mais, depuis, Jaruzelski cherche des prétextes pour réincarcérer ceux qu'il a libérés. D'ailleurs, Frasnyniuk a

déjà fait trois nouveaux mois de prison, depuis la fameuse amnistie.

Aujourd'hui le régime, bien incapable de venir à bout de la résistance, s'apprête à condamner à nouveau, à l'issue d'un procès fait en catimini, à huis clos, au cours duquel les inculpés ne peuvent même pas s'exprimer. Un procès bien à l'image d'un régime d'autant plus haineux qu'il est isolé.

Philippe NATIER



Le dirigeant de Basse-Silésie de Solidarité Wladyslaw Frasnyniuk, l'un des accusés des procès de Gdansk

Démocratie et liberté version Jaruzelski

Le général Jaruzelski a accordé une longue interview à *L'Humanité*, l'un des deux seuls journaux autorisés, de fait, à avoir des représentants en Pologne, l'autre étant *Le Figaro*. Cette interview, reproduite dans le quotidien du PCF des 3 et 4 juin derniers, constitue un long plaidoyer en faveur de la démocratie polonaise et de son gouvernement, dévidé sans vergogne par l'artisan du coup d'Etat militaire de décembre 1981.

Jaruzelski, outré de ce qui se raconte en Occident sur

la Pologne et son régime, se déclare décidé à rétablir la vérité. Celle vue de sa fenêtre de dictateur du moins, et elle ne manque pas de sel. Quelques perles suffisent pour en juger.

« En Pologne, nul n'est arrêté, ni poursuivi pour ses opinions, ni pour les avoir exprimées ou propagées... ». Et plus loin : « Des prisonniers politiques ? Nous ne voulons pas en avoir en Pologne ». Mais en attendant, les geôles polonaises en retiennent plus que leur comptant, y compris pour des délits d'opinion, comme

le prouvent en ce moment même les procès de Gdansk, dont les victimes sont tout simplement qualifiées par Jaruzelski de « prétendus martyrs ». Que Solidarité soit toujours interdite et ne vive que dans la clandestinité n'empêche pas non plus le dirigeant polonais de déclarer qu'il considère « le mouvement syndical comme un élément important pour la défense des travailleurs ». A condition bien sûr que ce soient des syndicats contrôlés par l'Etat. Les autres ont « des activités néfastes », donc

(CQFD) n'ont pas le droit de cité pour le bien de la démocratie et du socialisme, à la Jaruzelski évidemment !

« Nous attachons une grande importance à l'étude de l'opinion publique... » poursuit Jaruzelski. Pour la faire taire surtout, ou lorsqu'elle menace de se dresser contre le gouvernement comme par exemple lors des augmentations de prix allant jusqu'à 40 % annoncées en février dernier et qui durent être remballées devant la colère qu'elles soulevaient dans l'opinion publique juste-

ment...

En fait, à travers cette interview, l'opinion qui semble surtout préoccuper Jaruzelski est celle de la bourgeoisie française. « La France officielle nous boycotte », se lamente-t-il, alors qu'existent « des possibilités importantes dans le domaine de la coopération économique, scientifique et technique ».

Petite consolation pour Jaruzelski : *L'Humanité*, elle, ne boycotte pas Jaruzelski et lui ouvre largement ses colonnes.

L.P.

Espagne

Manifestations contre la politique d'austérité des socialistes

A l'appel des Commissions Ouvrières et de l'Union Générale des Travailleurs, des milliers de travailleurs ont manifesté dans les grandes villes d'Espagne : à Madrid, à Barcelone, à Bilbao, à Alicante, à Séville, etc.

Ils protestaient contre la dernière trouvaille du gouvernement socialiste de Felipe Gonzalez pour ponctionner une fois de plus les travailleurs. L'objectif est cette fois-ci de frapper les travailleurs âgés, en s'attaquant au système des retraites sous couvert d'une « réforme de la Sécurité sociale ». Déjà approuvé par le Conseil des ministres socialiste, le projet est sur le point d'être soumis à l'approbation du Parlement.

Le projet prévoit en effet de faire passer de dix à quinze le nombre des années de travail

actuellement exigé pour être pensionné. D'autre part, le nouveau système du calcul des montants des retraites ne tiendra pas compte des attaques de l'inflation sur le niveau de vie, ces deux dernières années. Les retraites devraient donc chuter de 8 à 11 % et, pour beaucoup de travailleurs, pouvoir la toucher impliquera de travailler quelques années de plus.

Ce projet est dans la droite ligne de la politique d'austérité menée par le gouvernement de Felipe Gonzalez depuis trente mois : prendre dans la poche des travailleurs, des chômeurs, et maintenant des retraités, l'argent qu'il distribue aux sociétés capitalistes.

Ainsi, la politique salariale du gouvernement socialiste, au fil des années, n'a pas cessé de rogner le pouvoir d'achat

des travailleurs espagnols.

Chaque année, il a autorisé des hausses de salaires inférieures à l'inflation. Ainsi, en 1984, il avait prévu 6,5 % de hausse des salaires, alors qu'il prévoyait une inflation de 8 %. Et comme on sait que l'inflation réelle est toujours supérieure au chiffre officiel, le résultat ne s'est pas fait attendre : les salaires réels ont diminué de 3,5 %. Au moment même où les bénéfices patronaux, eux, augmentaient de 22 %, ce qui ne s'était pas vu depuis dix ans !

Cette politique salariale n'a pas soulevé le moindre signe de protestation de la part des dirigeants syndicaux espagnols.

Aujourd'hui qu'un projet du gouvernement soulève la colère et provoque les plus importantes manifestations

ouvrières auxquelles le gouvernement socialiste a été, jusqu'à présent, confronté, les organisations syndicales décident donc d'engager l'action sur cette question des retraites.

Mais en faisant ce choix-là, les dirigeants de l'UGT et des Commissions Ouvrières engagent le combat sur un terrain qui ne risque pas de mobiliser l'ensemble de la classe ouvrière. Pour beaucoup de jeunes travailleurs qui seraient peut-être prêts à en découdre avec le gouvernement Gonzalez, le problème des retraites est un problème relativement lointain, qui les touche en tout cas moins immédiatement que la politique salariale du gouvernement.

Le combat pour les retraites exige une plus grande conscience, puisqu'il fait appel au

sens de la solidarité des travailleurs actifs à l'égard des travailleurs plus âgés. Il est donc moins susceptible de s'élargir en profondeur à l'ensemble de la classe ouvrière.

Dans un pays où il y a trois millions de chômeurs, dont les sept dixièmes ne touchent plus d'aide, et où il y a huit millions de pauvres recensés, il devient plus qu'urgent pour la classe ouvrière espagnole d'engager le fer et de contrecarrer la régression sociale qu'entraîne la politique des socialistes au gouvernement.

Encore faut-il que les travailleurs espagnols ne se laissent pas limiter au terrain étroit où veulent les cantonner les dirigeants des centrales syndicales espagnols. Car, pour gagner, les travailleurs doivent pouvoir disposer de toutes leurs forces.

Jacques FONTENOY

Il y a 30 ans :

En Tunisie, Bourguiba accédait au pouvoir

Le 1^{er} juin 1955, Bourguiba rentrait à Tunis, après deux ans et demi d'emprisonnement et d'exil. Militant nationaliste depuis trente ans, avocat fondateur du parti du Néo-Destour (parti de la Constitution) en 1934, il revenait prendre la tête du nouvel Etat, dont l'indépendance fut reconnue par la France le 20 mars 1956.

Avant de se résoudre à cela, l'impérialisme français avait pourtant réaffirmé, en 1951 encore, que « les liens qui unissaient la France et la Tunisie » étaient « définitifs ». Face aux mouvements de grève, aux manifestations, l'armée française réprimait comme en 1952 dans la région du Cap Bon, dynamitant les maisons, tuant les populations civiles, emprisonnant des milliers de personnes dans des camps de concentration. Des membres d'une organisation terroriste européenne assassinèrent Ferhat Hached, dirigeant du Syndicat des Travailleurs Tunisiens lié au Néo-Destour, avec la complicité de la police.

En 1953-1954, la guérilla nationaliste commença à se répandre rapidement dans les campagnes. A ce moment, l'impérialisme français était en difficultés. En mai 1954 son armée était battue à Dien-Bien-Phu. Mendès-France succéda au gouvernement à Laniel et, en juillet, signa les accords de Genève. Soucieux de ne pas s'enfoncer dans un nouveau bourbier en Afrique du Nord, Mendès-France, en juillet 1954, dans un discours à Carthage, en Tunisie, promit « l'autonomie interne » au pays, proposition que le Néo-Destour accepta aussitôt. Bourguiba, alors en résidence

plus ou moins surveillée en France, mena des négociations secrètes avec le gouvernement français, au cours desquelles fut mis sur pied un gouvernement de transition en échange duquel la reddition des « fellaghas » était exigée. Bourguiba et son parti organisèrent cette reddition et, fin décembre 1954, 2 700 rebelles mirent bas les armes, à la satisfaction de l'impérialisme français, qui devait alors faire face, depuis quelques semaines, à ce qui allait devenir la guerre d'Algérie.

L'impérialisme français pouvait d'autant plus facilement envisager de s'acheminer vers l'indépendance de la Tunisie qu'il avait en Bourguiba un homme politique nationaliste modéré, pro-occidental, mais populaire, lui donnant la garantie d'une transition sans heurts, à mettre à la place du gouverneur général français.

Aussitôt rentré pour prendre la tête du nouvel Etat, Bourguiba fut digne de cette confiance. Son premier fait d'armes fut de réprimer les rebelles qui avaient repris les armes contre l'impérialisme français encore présent et pour soutenir la lutte du peuple algérien. Bourguiba fit donner contre eux artillerie et aviation léguées par les anciens maîtres ; plusieurs chefs rebelles furent pendus. Il élimina l'opposition groupée autour de Ben Youssef, un des fondateurs du Néo-Destour. Celui-ci fut d'ailleurs assassiné en exil quelques années plus tard.

Durant la guerre d'Algérie, Bourguiba ne put faire autrement que de tolérer la présence sur le sol tunisien de « l'armée des frontières » organisée par le FLN. Il ne pouvait, face au peuple tuni-

sien, adopter une autre attitude.

Cela amena des frictions avec l'impérialisme français, dont le bombardement de la ville de Sakhiet en 1958, et les incidents autour de la base navale que les Français avaient conservée à Bizerte, en 1961, furent les plus marquantes.

Mais Bourguiba n'en fut pas moins globalement un fidèle défenseur de l'ordre impérialiste. Et la conséquence de cela, ce fut la mise en place d'une véritable dictature contre le peuple tunisien.

En 1963, le Parti Communiste Tunisien fut interdit, ainsi que la presse de gauche. Les opposants furent privés de leur passeport. La répression sévit dans les universités où les opposants étaient poursuivis par les nervis du parti du président. En 1964, le pouvoir réprima les petits paysans du Sud qui s'opposaient à la concentration des terres et les ouvriers des mines de phosphate en lutte. Malgré tout, Bourguiba maintenait une démocratie de façade : des élections avaient lieu, mais tous les partis autres que le sien étaient interdits.

Aidé par la France et surtout les USA, le régime de Bourguiba accueillit les capitaux étrangers, permettant à une bourgeoisie et une petite bourgeoisie aisée de se développer et d'accumuler du profit sur le dos des paysans et des ouvriers. Quand ceux-ci relevèrent la tête, ils furent durement réprimés : en janvier 1978, le pouvoir réprima des manifestations ouvrières dans un bain de sang et fit 51 morts et 400 blessés. L'Union Générale des Travailleurs Tunisiens, pourtant liée au pouvoir, fut décapitée.

Plus près de nous, la



répression des émeutes qui ont secoué presque toutes les villes du pays en janvier 1984, pour protester contre le doublement du prix du pain et de la semoule, a fait une centaine de morts et plusieurs centaines de blessés.

Aujourd'hui, âgé de 82 ans et malade, Bourguiba ne manque pas d'aspirants successeurs, qui depuis des années mènent entre eux une lutte à couteaux tirés pour la succession. Mais la population tunisienne n'a pas autre chose à attendre d'eux que ce qu'elle avait à attendre de Bourguiba.

Dirigeant nationaliste pro-occidental, il avait quand même dû payer d'un

total de 10 ans de prison sa lutte pour l'indépendance. Mais pas plus cela que le vocable de « socialiste » qu'il a donné à son régime ne l'a empêché de mener une politique dirigée contre les ouvriers et paysans, pour le plus grand profit des capitalistes locaux ou étrangers. Pour la population laborieuse, il n'a fait ni plus ni moins que bien d'autres dirigeants nationalistes dans d'autres pays, au langage souvent plus radical. Et ni les uns ni les autres ne méritaient la confiance que les opprimés avaient mise en eux.

Michel BROUSSE

dans
les entreprises

La manifestation nationale des personnels de radiologie

Mercredi 29 mai, 2 000 manipulateurs et aides-radios venus de toutes les régions se sont retrouvés le matin à Paris devant la gare Montparnasse. Ils sont venus à l'appel de la Coordination nationale qui s'était réunie le 11 mai dernier à Lyon (LO n° 885). Au cours de cette Coordination, la quasi-totalité des présents s'étaient prononcés en faveur d'une grève de 24 h avec manifestation de rue au ministère.

Depuis deux mois, les « radios » se sont en effet mobilisés pour obtenir le maintien des jours de congés supplémentaires qu'ils ont obtenus il y a des années pour compenser les risques dus aux rayons. Dans plusieurs villes, des Comités et des Coordinations ont été élus démocratiquement. Ils ont organisé

des actions locales et ont permis l'extension du mouvement à l'échelle nationale. C'est donc très naturellement que la banderole de la Coordination nationale a été placée en tête du cortège, avec ensuite celles des Comités et Coordinations régionales, et enfin celles des syndicats CGT, CFDT, CFTC et de l'Association des Manipulateurs Radios, les manifestants, très dynamiques, chantaient et scandaient : « Georgina, t'es foutue, les manips sont dans la rue » et « Non à la suppression des congés rayons ».

Une délégation de 10 personnes, dont des représentants syndicaux et de l'Association des Manipulateurs, a été reçue par un adjoint de Georgina Dufoix. Le ministère refuse de revenir sur la circulaire suppri-

mant les congés compensatoires. Le seul maigre résultat est que la suppression des congés rayons serait suspendue jusqu'à l'amélioration des conditions de sécurité dans les salles de radio. Le ministère prétend être soucieux de la santé des personnels de radiologie, alors qu'il vise uniquement à récupérer des postes et à limiter les embauches futures en supprimant les congés rayons.

Il a promis de négocier avec les syndicats et l'Association des Manipulateurs, mais pas avec la Coordination nationale ! Le résultat de l'entrevue a été accueilli avec mécontentement par les manifestants.

600 d'entre eux se sont retrouvés l'après-midi à la Bourse du travail pour discuter de la suite de l'action. Une quinzaine de person-



nes sont intervenues. Si tout le monde était satisfait de l'ampleur de la manifestation du matin, des propositions diverses ont été faites. Certains manipulateurs étaient favorables à une grève du zèle ou à une grève administrative. Les membres de la Coordination de Lyon ont proposé de continuer à faire grève le lendemain et le surlendemain. Mais la grosse majorité a finalement décidé de faire grève 24 h avec une nou-

velle montée à Paris, le jour où la négociation aurait lieu.

Des actions locales sont également prévues, pour « accueillir » Georgina Dufoix ou d'autres membres de son cabinet qui doivent visiter certains hôpitaux de province dans les jours qui viennent. Personne n'a envie de baisser les bras tant que la circulaire supprimant les congés rayons ne sera pas abrogée.

Correspondant LO

□ HOSPICES CIVILS DE LYON

Les radios ne veulent pas en rester là

C'est à environ 200 que les « radios » des HCL et de quelques hôpitaux de la région (Givors, Vienne, Saint-Chamond, Saint-Etienne) sont montés à la manifestation du 29 mai à Paris. Beaucoup était impressionnés par l'ampleur de la manifestation : 2 000 radios à Paris derrière la banderole de la Coordination nationale, c'était un succès d'autant plus impressionnant que pour un certain nombre de « radios » de Lyon, c'était leur première manifestation.

La Coordination des HCL et les « radios » de Lyon souhaitent continuer la grève

jusqu'à la fin de la semaine. Il s'agissait pour eux de marquer le coup, même s'ils se faisaient peu d'illusions sur leurs chances de faire reculer le gouvernement.

Aussi n'ont-ils pas été surpris en apprenant le résultat de la délégation au ministère. Ils n'ont aucune illusion sur ce que pourraient être des négociations, alors que le gouvernement déclare vouloir appliquer la circulaire de toute façon.

Par contre, l'après-midi, les « radios » de Lyon ont été un peu déçus de constater que la plupart des autres villes présentes n'étaient pas prêtes à

une grève reconductible, même de 2 ou 3 jours. Il faut dire que seuls les secteurs les plus combattifs comme Lyon avaient envisagé la suite possible du mouvement, tandis que beaucoup de régions débutaient dans le mouvement et n'avaient pas envisagé de grève dans l'immédiat et en tout cas n'en avaient pas discuté.

Le lendemain, la Coordination des HCL a fait le point sur ce qui s'était passé et les raisons pour lesquelles l'assemblée générale des « radios » à Paris n'avait pas voulu continuer la grève.

La formation des élèves assistantes sociales remise en cause

« 2 400 000 F jetés par les fenêtres ! » C'est par cette indignation que commence le communiqué envoyé à la presse par les élèves-assistantes sociales de la Sécurité sociale de Paris.

En effet, par la loi du 24 février 1984, l'Etat se déchargeait du financement de la formation professionnelle sur les employeurs et créait les fonds de « congés individuels de formation ». Mais ce n'est qu'en septembre 1984 que les élèves-assistantes sociales, qui suivent une scolarité sur trois ans, apprenaient que ce nouveau

financement ne couvrait plus les formations longues.

Après une manifestation en septembre, les élèves obtenaient leur prise en charge pour la première année. La suite devait être renégociée...

Le 10 mai 1985 les élèves (elles sont une vingtaine de la Sécurité sociale) apprenaient que le financement de leurs études ne serait pas maintenu pour les années suivantes.

Ainsi, cela revient à dire que les 2 400 000 F qui ont servi à couvrir la première année de ces 20 élèves auront été dépensés en pure perte si elles

doivent interrompre leur scolarité faute de revenus.

Les élèves concernées ne l'entendent en tout cas pas de cette oreille. Une Coordination des élèves suivant des formations longues de toutes les administrations (Sécurité sociale, Education nationale...) est mise en place. Elle appelle tous les élèves à se joindre à leur manifestation, qui aura lieu jeudi 13 juin à 10 h devant le ministère du Travail.

Elles avaient déjà obtenu en partie gain de cause en septembre 1984. Elles comptent bien remettre cela.

□ Caisse Régionale d'Assurance-Maladie de l'Ile-de-France (Paris 9^e)

La mairie du 9^e arrondissement... et la direction de la Cramif contre le badge « Touche pas à mon pote »

Les assistantes sociales de la CRAMIF qui travaillent dans les locaux de la mairie du 9^e arrondissement de Paris ont reçu l'ordre de la direction de la CRAMIF de retirer le badge « Touche pas à mon pote » pendant les relations avec le public. Cela faisait suite à l'intervention du secrétaire de mairie (le maire est Kaspereit, RPR) qui ne voulait plus voir ce badge dans sa mairie, suite à de prétendues plaintes de clients.

Pour justifier sa position, la direction de la CRAMIF a évoqué la « déontologie » des assistantes sociales, leur devoir de réserve et leur nécessaire « neutralité ».

Les assistantes sociales ont été fort surprises de voir la mairie de Paris et la CRAMIF se soucier soudainement de « déontologie », alors qu'il y a quelques mois elles avaient institué des fichiers spéciaux, dans le secteur social, pour les immigrés en situation irrégulière, et transmis les dossiers à la préfecture de police, lui donnant ainsi la possibilité de procéder à des expulsions. A ce moment, elles ont eu peu de scrupules déontologiques !

pules déontologiques !

Alors, les assistantes sociales ont refusé de retirer leur badge. Bien au contraire, celles qui ne le portaient pas l'ont mis, par solidarité.

Car l'attitude de la CRAMIF, sous prétexte de neutralité, revient à subir la pression d'une partie de l'opinion publique raciste. La direction a prétendu que le port du badge empêchait des « relations privilégiées avec les clients », que cela pouvait « aggraver les clients » et les rendre mal à l'aise. Il lui a été répondu que, de toute façon, quand une assistante sociale était antillaise, cela ne lui permettait pas non plus d'avoir des rapports privilégiés avec les clients racistes !

Les syndicats CFDT et CGT ont pris position contre la direction et soutiennent tous ceux qui tiennent à manifester leur antiracisme.

La CRAMIF n'a pas changé sa position. Mais pour l'instant le seul résultat c'est que, pour avoir essayé d'en faire retirer un, ce sont dix badges qui sont apparus !

Correspondant LO

dans
les entreprises

□ MGF (Le Mans)

Le mécontentement s'exprime

Suite aux propositions patronales de la FFSA (l'organisme patronal des assurances), les patrons des Mutuelles du Mans (MGF) ont proposé, en ce qui concerne les salaires pour 1985 : 1,5 % d'augmentation au 1^{er} juillet, 1 % au 1^{er} octobre, une prime forfaitaire de 850 F, une prime de vacances de 3 600 F et un minimum garanti de 4,5 % de la masse salariale. Ces propositions ont été ressenties comme une véritable provocation par bon nombre de travailleurs des MGF.

C'est le Conseil d'administration des MGF, qui se tenait au Mans le jeudi 30 mai, qui a permis au mécontentement de s'exprimer. A l'appel de l'intersyndicale nous nous sommes rendus à la tour Emeraude où devait siéger le Conseil d'administration.

C'est à 800 que nous avons bloqué le P-DG et trois représentants du gouvernement qui l'accompagnaient. L'un d'entre eux, qui tentait de passer en disant : « Je suis représentant du gouvernement, laissez-moi passer », se fit huer (« Pourri, traître, vendu ! »). Le P-DG se faisait apostropher : « Combien il gagne lui ? » et « Bertaux, t'es foutu ! Les travailleurs sont dans la rue ».

Tout cela dura une bonne

heure. Finalement, le P-DG nous fit savoir qu'il dépendait du ministère des Finances, dont il ne faisait qu'appliquer la politique. Nous l'avons alors obligé à téléphoner immédiatement au ministère. Ce qu'il fit, « escorté » par des travailleurs. Il revint, toujours « accompagné », pour annoncer qu'il pouvait négocier, avec « une marge de manœuvre à définir, l'après-midi, en commission paritaire ». Il se fit prendre à partie : « Des sous tout de suite ! ». Le P-DG reçut alors le soutien du secrétaire de la CFDT qui lui demanda de s'engager dans de réelles négociations... l'après-midi ; pour ensuite nous inciter à « attendre cet après-midi ». Résultat, il se fit huer, lui aussi : « Vendu, pourri ! Négociations ici, tout de suite. Tout de suite du fric ».

Finalement, le P-DG accepta de négocier avec les délégués au... 15^e étage de la tour. Les syndicats acceptèrent ; quelques travailleurs montèrent avec eux, les autres bloquèrent les issues.

Au 15^e étage, le P-DG se défila, à nouveau. Il ne voulait pas négocier sous la pression. Les syndicats cédèrent. Et revinrent nous proposer d'aller convaincre ceux qui étaient



restés au boulot de venir au compte-rendu qui serait fait APRES la réunion avec les patrons l'après-midi. Ainsi, lorsque les syndicats nous présenteraient les résultats de la négociation, les patrons seraient déjà partis !

Les résultats furent : prime de vacances passant de 3 600 F à 3 655 F, ce qui provoqua l'hilarité. 50 F de prime, intégrée au salaire, pour les niveaux A, B et C (les bas salaires) et 25 F pour les niveaux D et les AM1, et toujours 1,5 %

levèrent pour la signature des accords.

Deux propositions furent soumises au vote : aller voir le P-DG tout de suite ou exiger une nouvelle commission paritaire. Ce fut la deuxième solution qui fut retenue.

A ce moment, le secrétaire de la CFDT ne trouva rien d'autre à murmurer à l'arrière que : « Maintenant on fait l'intersyndicale devant le peuple ». Visiblement, cela le dérangeait.

Les syndicats ont tout fait pour sortir les patrons du guépier où ils étaient et pour pouvoir négocier avec eux en toute tranquillité.

Ils ont tout fait pour que le mouvement s'étouffe, faute de perspectives claires.

Une autre assemblée est prévue. Et cette fois, si nous ne voulons pas tourner en rond avec les syndicats et les patrons, il nous faudra une réelle volonté de lutte et surtout que ce soit nous qui décidions de la suite à donner à notre mouvement.

En tout cas, le patron a dû sentir notre détermination car il a, tout de suite, offert de payer les heures de grève — du jamais vu aux MGF. Affaire à suivre donc.

Correspondant LO

□ DIRECTION DEPARTEMENTALE
DE L'EQUIPEMENT (Le Mans)

Les luttes catégorielles n'ont pas fait reculer la direction on peut s'y mettre tous ensemble

En mars, l'enveloppe accordée par le ministère et le département pour les frais de tournée (frais de déplacement, indemnités kilométriques) avait diminué. La direction a reporté cette diminution sur les dessinateurs, les conducteurs de travaux, les assistants techniques. Bien sûr, les « hauts de gamme », eux, n'étaient évidemment pas touchés.

Les pertes allaient de 400 à 2 000 F, sur l'année, en fonction des catégories.

Au mois d'avril, une trentaine de conducteurs envahirent la Cité administrative (siège de la direction départementale de l'Equipe) pour exiger qu'on leur rende leur argent. Démarche vaine. Devant cet insuccès, début mai, ils bloquèrent le parc des véhicules, pendant une journée. La direction recula alors en augmentant la prime de remboursement des frais téléphoniques de 100 F, et en

accordant des indemnités de salissure. Mais c'était loin de compenser la perte de 2 000 F des conducteurs.

Puis ce fut le tour des techniciens et des dessinateurs d'agir à l'appel d'une intersyndicale. Ils allèrent voir le directeur, sans le prévenir. Ils se sont retrouvés à une soixantaine devant son bureau. Le directeur ne voulait recevoir que les syndicats. Un travailleur proposa de rentrer tous ensemble dans son bureau ; une vingtaine y allèrent.

Les syndicats jouèrent le corporatisme, le représentant de FO allant même jusqu'à dire : « Les conducteurs sont les privilégiés de la DDE », sous-entendant que, ce qu'ils avaient obtenu, c'était au détriment des autres. Finalement, devant la mollesse des syndicats, les travailleurs ont apostrophé eux-mêmes le directeur : « Ce sont toujours les petits qui trinquent ». Pour le

directeur, seuls les frais réels seraient remboursés. Mais un travailleur lui fit remarquer : « On nous contrôle, mais personne ne contrôle les chefs. Au Vert-Galant, par exemple, un chef a 20 000 F d'indemnités kilométriques, soit 20 fois plus que nous. Qui va contrôler le kilométrage de sa voiture ? »

Au bout d'une heure, le directeur s'en alla sans rien céder. Bon nombre de travailleurs étaient déçus de ne pas l'avoir fait céder. Un travailleur proposa de faire une assemblée la semaine prochaine qui regrouperait tous les travailleurs concernés pour discuter des moyens de faire céder la direction, ce qui fut approuvé.

Mais finalement, la direction a beau jeu car, à chaque fois, elle s'est retrouvée devant une seule catégorie de travailleurs à la fois.

Pour la faire céder, c'est tous ensemble qu'il faudra l'attaquer.

Correspondant LO

ECHOS DES ENTREPRISES

Y'a surcharge

Au Ferrage, on est passé de 150 voitures à 183 jeudi dernier ; 200 étaient programmées lundi. L'objectif serait de faire 240 en juin, presque autant que l'an passé, quand on travaillait à deux équipes.

Citroën a licencié, pas parce qu'il n'y avait plus de travail,

mais pour faire faire davantage de travail aux ouvriers restants.

Attention : le travailleur, c'est comme la machine, quand il fournit trop, il disjoncte.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Citroën, Aulnay-sous-Bois.

Au vestiaire !

Il paraît que la direction veut faire de tous les magasiniers des athlètes en haltérophilie pour les prochains Jeux Olympiques. Le travail ne diminue pas et les caisses qu'on doit déplacer au Magasin ou au Contrôle réception atteignent

parfois plus de 70 kg.

Au stade, les athlètes ont au moins choisi leur sport. Nous, on préférerait la pétanque.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière SEV-Marchal, Issy-les-Moulineaux.

Comment pourrait-il le savoir ?

Mercredi dernier, vers 14 h, un camarade de l'Equipe Volante se présente à la buanderie pour retirer un bleu de travail car le sien était déchiré.

Judoka, qui se trouvait là, a refusé qu'il soit servi, sous prétexte qu'il était trop tard pour avoir un nouveau bleu. Et ceci

en sirotant tranquillement une tasse de café.

Probablement que le confort de son pyjama ne lui permet pas de savoir qu'en production, les bleus s'abîment. Et ne se lustrer pas seulement aux fesses !

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière - Lever, Haubourdin.

□ Centre de Chèques Postaux (Orléans-La Source)

Mouvement de ras-le-bol aux Terminaux

Ce mardi 4 juin, nous étions 76 en grève d'une heure au service des Terminaux (TO) à La Source, sur un effectif de 150. Nous nous retrouvions donc pour la deuxième journée consécutive en grève d'une heure. En assemblée générale, à la demande de plusieurs camarades, le Comité de grève fit la proposition d'ajouter à nos deux revendications (des machines et des effectifs supplémentaires, et une prime de saisisse de 450 F) celle de 7 heures de compensation par mois. Proposition adoptée à l'unanimité. La grève a été revotée pour le mercredi 5 et, comme la veille lundi, nous avons décidé d'aller demander à la direction ce qu'elle avait à nous dire de nouveau à propos de nos revendications. Une délégation de trois camarades du Comité de grève a été élue pour cela.

Le ras-le-bol et l'envie de faire quelque chose couvaient depuis longtemps aux Terminaux. Depuis un an les problèmes se sont accumulés. De nouvelles machines ont été installées mais pas en nombre suffisant, si bien que le retard est devenu rapidement chronique. Mais nous n'avions pas encore tout vu. En avril, les TO héritaient de la frappe des chèques bancaires. Et là, ça a été une belle pagaille. Les chèques en retard ont atteint le chiffre de 400 000 (2 à 3 semai-

nes de retard). Aujourd'hui, l'administration préfère ne plus rien afficher.

C'est-à-dire que toute la journée, nous sommes rivés à notre machine, avec le chef de division toujours à roder autour de nous. L'administration a ouvert le service le samedi matin en heures supplémentaires et a même proposé de revenir trois heures le matin ou l'après-midi, en plus de notre brigade.

Beaucoup d'entre nous en avaient vraiment ras-le-bol. Et en particulier, celles qui, après 10 ou 15 ans de TO, n'avaient plus aucun espoir d'aller dans un service moins fatigant.

Il y a un mois, nous nous étions déjà réunis et trente d'entre nous étaient allés voir le chef de centre. Mais rien n'avait changé quant à nos conditions de travail. Jusque-là, tout le monde disait qu'il fallait faire quelque chose, mais sans croire vraiment que c'était possible.

Au retour du week-end de Pentecôte, le mardi 28, nous étions trente à l'heure d'information syndicale. La CGT proposait une journée de grève pour le jeudi 30, dans le cadre d'une semaine d'action PTT. Mais ça ne plaisait à personne. Par contre, nous avons décidé d'aller voir le chef de centre et de convoquer une assemblée générale pour le lendemain.

L'entrevue n'a rien donné et nous nous sommes trou-

vés à 50 à l'assemblée générale. Là nous avons décidé de faire une grève d'une heure reconductible à partir du lundi 3, élu un Comité de grève de 7 membres et décidé des revendications.

De leur côté, la CGT et la CFDT se sont déclarées solidaires de notre mouvement. Cela n'a pas été sans volte-face de la part de la CFDT qui souhaitait nous imposer ses revendications, mais ses efforts en ce sens sont restés vains. En effet, depuis le début, toutes les propositions sur la conduite de la grève sont discutées et soumises au vote chaque jour dans les assemblées générales des trois équipes. Ainsi aujourd'hui, mercredi 5 juin, nous avons reconduit la grève pour demain à l'unanimité des présents. Nous avons également décidé de distribuer un tract d'information sur notre grève à l'ensemble du personnel.

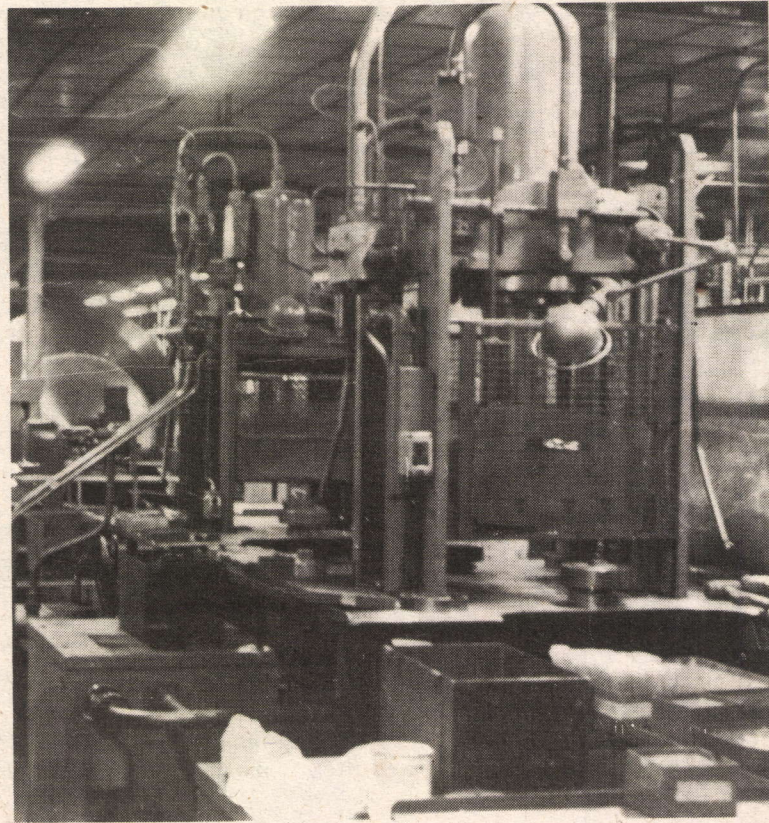
Bien sûr, nous savons qu'il sera difficile de faire céder la direction. Mais du fait de l'organisation démocratique du mouvement, nous avons le sentiment d'avoir déjà gagné quelque chose que nous n'attendions pas de la direction : de nouveaux liens de solidarité et de camaraderie entre nous.

Et notre seul regret, c'est de ne pas avoir encore réussi à faire vivre cela à toutes les filles du service.

Correspondant LO

□ Norton (La Courneuve)

Assez de l'arbitraire !



A deux reprises en une semaine, les travailleurs de chez Norton ont réagi face à l'arbitraire de la direction.

La première fois, le jeudi 30 mai, toute l'équipe du matin du secteur du Malaxage, soit 16 travailleurs, a débrayé 4 heures pour protester contre le licenciement d'un de leurs camarades. Un travailleur qui avait été victime d'un accident du travail et que la direction licencierait, faute de pouvoir l'exploiter à sa guise. Et c'était aussi l'occasion pour ces travailleurs de dire leur ras-le-bol des brimades, des sanctions, des chefs toujours sur le dos de l'un ou l'autre. Et, pour être bien sûrs d'avoir été entendus, ces travailleurs ont distribué un tract dans toute l'usine, pour expliquer leur débrayage en ces termes : « Nous avons les moyens de mettre un terme à l'arbitraire de la direction et nous pensons que nous devons le faire, pour empêcher que la direction s'attaque à quelque travailleur que ce soit ».

La deuxième fois, le mercredi 5 juin, c'est à l'appel des syndicats CGT et CFDT qu'une centaine de travailleurs de l'usine a débrayé une heure, pour protester cette fois encore contre l'arbitraire de la direction. Il s'agissait là encore d'un travailleur malade à qui la direction a envoyé un contrôleur pendant son arrêt maladie. Ce dernier a exigé que notre

camarade reprenne son travail avant la fin de son arrêt. Mais, le médecin traitant de ce travailleur confirmant son premier diagnostic, il n'a repris son travail qu'à l'échéance prévue par son médecin. La direction l'a sanctionné sur la paie, refusant de lui verser le complément des indemnités journalières. Résultat : une perte sèche de 1 200 F pour ce camarade.

Durant ce débrayage, un membre de la direction venu « voir » a du coup dû « entendre » ce que nous avions à lui dire. Apostrophé au micro en ces termes : « Vous faites courir des bobards dans l'usine par vos chefs sur le camarade sanctionné... Vous justifiez votre arbitraire. Mais en ce qui concerne notre camarade du Malaxage licencié la semaine dernière, vous ne pouvez pas nier que lui aussi, bien qu'arrêté en accident du travail, a été l'objet d'un de vos contrôles ; à lui aussi il a été demandé de reprendre avant la fin de son arrêt ; il a repris son travail sans être guéri, et vous l'avez au bout du compte mis à la porte ! Alors oui, il y en a assez de votre arbitraire ! », il n'est pas venu pour rien.

Ces réactions feront peut-être réfléchir la direction à deux fois. En tout cas, du côté des travailleurs, c'est tout réfléchi : on ne se laisse plus faire !

Correspondant LO

□ BNP-BARBES (Paris 18^e)

Débrayages contre l'austérité

Jeudi 30 mai un débrayage a eu lieu à l'immeuble Barbès, qui a regroupé environ 120 personnes. Ce débrayage avait lieu à l'appel des employés du Centre des Caisses et Virements de Paris (CCVP) qui, ayant déjà fait deux débrayages, appelaient les employés des autres centres à les rejoindre dans leur mouvement.

Au CCVP, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase a été la diminution des augmentations individuelles, qui sont attribuées désormais exclusivement au mérite, « à la tête du client », alors que jusqu'ici elles étaient données à peu près régulièrement tous les 18 mois ou 2 ans.

Et le mécontentement au CCVP était d'autant plus grand que les augmentations générales ne suivent pas, et de loin, la hausse du coût de la vie (4,5 % d'augmentation prévus pour 1985).

Une vingtaine d'employés ont participé à la préparation de ces débrayages en se réunissant pour rédiger des tracts, faire des affiches, pour essayer de convaincre le plus d'employés possible de participer à l'action.

Et si, jeudi 30 mai, nous n'étions pas assez nombreux, nous allons continuer à en discuter, car ce n'est que partie remise.

Car il va falloir se défendre, si nous ne voulons pas que les banquiers nous serrent la ceinture encore plus, alors qu'ils se vantent de l'augmentation de leurs bénéfices.

Et si certains chefs s'étaient vantés de pouvoir diminuer de 50 % les augmentations individuelles sans qu'il y ait de réactions de notre part, nous leur avons montré qu'ils se tournaient le doigt dans l'œil !

Correspondant LO

Rien ne presse

Avec les nouvelles mutations, nous sommes de plus en plus nombreux dans les secteurs de dépannage. Beaucoup de monde, pas de place, pas de matériel.

D'ailleurs, s'il y avait plus de matériel, on se demande où on pourrait le mettre, à moins d'inventer les établis à étages.

Alors on travaille le plus souvent par terre et les palettes en bois servent de table.

Bref, la mécanique, c'est du sport. Nous n'allons quand même pas nous battre. Etant donné qu'il n'y a plus de place, on peut toujours travailler à tour de rôle.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière Michelin, Cholet

Arrête ta chaîne !

Le vendredi 24, à la veille du week-end de la Pentecôte, il était 12 h 55 quand nous nous sommes aperçus, sur la chaîne C, que la cadence de la journée était faite. Seulement la chaîne, elle, continuait à tourner, sans raison.

Il n'y avait qu'une solu-

tion : laisser tomber les outils. C'est ce que nous avons fait, et finalement, la chaîne a bien dû s'arrêter.

Normal ! On ne vient pas à l'usine pour figurer dans le livre des records.

Extrait du bulletin Lutte Ouvrière. Renault Flins

Moussa Konaté

L'or du Diable suivi de Le Cercle au Féminin



L'harmattan/Collection Encres noires

Le texte de ces deux pièces de théâtre se déroule au Mali, avec un point commun : la misère.

La première est inspirée d'un fait réel : en 1982, une rumeur s'était répandue dans tout le Mali disant que le fleuve Niger charriait des pépites d'or. Ce fut alors la ruée vers l'or et des centaines de Maliens misérables accoururent de tout le pays espérant faire fortune.

Moussa Konaté nous transporte donc dans une de ces familles, couverte de dettes qui se demande ce qu'elle mettra dans son assiette d'un repas à l'autre.

Toutes les espérances de la famille se tournent vers cet or. Le père, un homme profondément religieux et qui fait vivre sa famille des quelques sous qu'on lui donne pour ses services à l'occasion des mariages et des naissances, reçoit même la visite d'un ange venu lui confirmer qu'il trouvera de l'or et lui prédire la fin de sa misère. Mais ce n'est bien sûr qu'un mirage...

La deuxième pièce raconte l'histoire d'une femme, Kadia, qui quitte le domicile conjugal pour fuir un mari qui l'a battue et humiliée devant sa seconde femme. Elle ne peut supporter de « passer sa vie entière sans avoir son mot à dire, rentrer sa juste colère, s'humilier... » Mais que faire sans un sou ? Là aussi c'est le drame de la pauvreté qui fait que des femmes acceptent de vivre avec des maris qu'elles ne supportent plus. Et, en fin de compte, Kadia retournera chez elle pour retrouver ses deux fils qui ne l'ont pas suivie... au moment même où son mari va chercher une nouvelle mariée.

La religion, les traditions et la misère pèsent lourdement sur les personnages de ces deux pièces qui se trouvent pris dans un étau dont ils ne peuvent sortir. Deux pièces pleines d'émotion, de rires et de désespoir tout à la fois.

Marie-Claude SOLAC

L'or du diable suivi de Le cercle au féminin de Moussa Konaté Ed. L'Harmattan - Col. Encres Noires.

Ferdinand Allogho-oké

BIBOUBOUAH : chroniques équatoriales suivi de bourrasque sur MITZIC



L'harmattan/Collection Encres noires

A l'occasion d'une veillée, alors que toute la famille est réunie autour du foyer d'une maison d'un petit village du Gabon, l'oncle Zang Ella, qui a beaucoup vécu, entreprend de raconter sa vie. Depuis l'école, à une dizaine de kilomètres de son village, jusqu'à la capitale, Libreville, où il exerça divers petits métiers, connus les tourments de la jalousie mais aussi le bonheur de devenir riche (grâce à une bourse magique qu'il perdit magiquement comme il

l'avait acquise !) avant de reprendre le chemin de son village natal vieux, triste, aveugle et pauvre encore et toujours.

Ce roman, où se côtoient réel et fantastique, est écrit dans un langage foisonnant d'images percutantes et drôles et évoque de façon particulièrement vivante le petit peuple des campagnes et des villes. Le labeur des femmes et la vie collective à la campagne, les drames de la vie quotidienne, l'anonymat des grandes villes, la distance entre les pauvres et la petite bourgeoisie noire, tout cela donne lieu à une description colorée du Gabon d'aujourd'hui. Le romancier mène sa description à coups de petits faits qu'égrène l'oncle Zang devant son public attentif. Et le lecteur aussi se laisse entraîner par le vieux conteur...

Beaucoup plus bref, le second récit *Bourrasque sur Mitzic* évoque le cyclone qui s'abat sur cette ville et la région, le 12 décembre 1980. C'est au tour d'une vieille femme de raconter le souvenir qu'elle en a gardé.

Ferdinand Allogho-Oké qui est actuellement professeur à Libreville et dont c'est le premier roman, donne une image certes partielle mais bien vivante du Gabon des pauvres.

L.P.

Biboubouah, chroniques équatoriales suivi de Bourrasque sur Mitzic de Ferdinand Allogho-Oké Ed. L'harmattan, collection Encres Noires, 158 p. 60 F.

GERALD DURRELL



L'oiseau moquerie

roman

Buchet Chastel

Le Zenkali, petite île imaginaire et paradisiaque de l'Océan Indien, ancienne colonie britannique, est sur le point de céder à l'indépendance. Les deux tribus qui la peuplent vivent en harmonie tandis que le dieu de l'une d'elles, l'Oiseau-moquerie, n'a pas survécu au passage des colons français qui en ont fait leur plat de résistance...

Et pourtant, le jeune secrétaire du conseiller du roi découvre quelques spécimens de ces merveilleux oiseaux dans une vallée qui doit être inondée après la construction d'un barrage. C'est alors la lutte entre les bons (le roi, et quelques per-

sonnages hauts en couleur) et les méchants (des industriels britanniques et un ministre local véreux) pour savoir qui l'emportera du barrage ou de l'oiseau. Les fêtes prévues pour l'indépendance se transforment alors en un vaste pugilat se terminant par le triomphe des bons : le projet de construction du barrage et d'une base militaire sont abandonnés ; l'île conservera ses espèces animales et végétales et continuera à vivre tranquillement à l'écart des hommes d'affaires et des militaires.

Gérald Durrell précise dans sa postface que « les méchants du livre sont à

l'image des méchants que j'ai pu croiser un peu partout. Si certains d'entre eux se reconnaissent, j'espère seulement que cela leur donnera l'occasion de réfléchir un peu ». Ce qui est sûr en tout cas, c'est que le zoologiste romancier a écrit là une petite fable écologique et humaniste où, avec toujours beaucoup d'humour, il se range aux côtés des gens amoureux de la nature et de la vie contre les affairistes et autres colonisateurs qui ne songent qu'au profit.

Marianne LAMIRAL

L'oiseau moquerie de Gérald Durrell Ed. Buchet-Chastel, 276 p. - 90 F.

Howard Fast MILLIE PENELOPE

Coup sur coup, deux romans policiers publiés par Howard Fast au cours des années 1960. *Millie* et *Pénélope*, viennent d'être réédités.

Howard Fast, auteur de *Spartacus*, écrivain proche du Parti Communiste Américain dans les années 1930 et 1940, écrivit à cette époque de nombreux romans historiques dévoilant la face cachée de l'histoire américaine. Emprisonné lors de la chasse aux sorcières contre les militants et sympathisants communistes, organisée par le sénateur Mac Carthy en 1950, il reste sur les listes noires pendant une décennie. Puis, il prit ses distances vis-à-vis de l'engagement politique, écrivant à partir des années 1960 le plus souvent des romans policiers.

Le roman *Millie* dénonce un sénateur véreux et corrompu, combattu par l'attaché de presse qui l'a aidé à se lancer.

Quant à *Pénélope*, c'est la femme d'un banquier fat et misogyne. Pour se venger de sa bêtise, elle lui cambriole sa banque réputée inviolable.

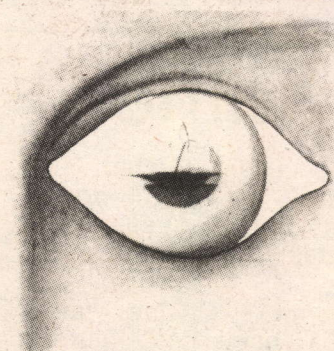
Ces deux romans, pleins d'humour, contiennent une petite dose de critique sociale. Le premier allume les politiciens et les militaires, le second se moque du monde superficiel des riches ;

Un agréable divertissement à la façon « série noire ».

Jacques FONTENOY

Millie, Pénélope de Howard Fast. Nouvelles Editions Oswald - 190 p. et 30 F. chaque roman.

Au loin une voile



C'est pour un public d'adolescents que Valentin Kataïev a écrit *Au loin une voile*, roman qui raconte les événements de 1905 en Russie, vus par deux gamins d'Odessa.

Les tribulations des deux jeunes personnages, l'un fils de pêcheur et l'autre fils de professeur, se déroulent lors de la mutinerie du cuirassé Potemkine, de la chasse aux marins révolutionnaires qui s'ensuit, de l'octroi par le tsar d'une constitution et immédiatement après de la répression de la grève générale et des pogromes antisémites. Tout cela permet de découvrir la réalité

sociale de la Russie d'alors et la façon dont la marmite bouillait sous le couvercle de l'autocratie tsariste.

La société russe était profondément divisée et cloisonnée en castes réglementées par une bureaucratie toute puissante. Les visites du petit pêcheur à son copain d'un milieu social plus élevé s'effectuent par l'escalier de service. Les enfants jouent à recueillir le plus de boutons d'uniformes possible : leur nombre et leur diversité est extraordinaire, tant les catégories sociales qui portent l'uniforme sont nombreuses.

Le roman montre comment tout cet édifice a été ébranlé par la révolution de 1905, la quasi-totalité de la population vivant à la limite de la misère brûlait d'envie de se révolter. Une partie de l'intelligentsia s'indignait de l'obscurantisme du régime tsariste que la Russie trainait comme un boulet.

Destiné à un jeune public, ce roman ne manque pas d'intérêt.

Nelly MEYER

Au loin une voile de Valentin Kataïev Ed. Messidor-La Farandole, 43 F.

LIVRES

□ L'auteur, historien américain présente ici une étude détaillée de ce que fut l'épuration en France, dans les années de la fin et de l'immédiat après-guerre. Son livre, qui fut publié en 1968 aux Etats-Unis mais seulement aujourd'hui en France, s'appuie sur de très nombreux documents, officiels ou non, ainsi que sur des témoignages des protagonistes ou des victimes de ce qui devait être « le grand nettoyage » du pays, de ses institutions et de son personnel politique. Ce ne fut, en fait, qu'un ravalement sommaire de la façade.

Son étude s'ouvre sur un tableau rapide de la politique de De Gaulle, menée de main ferme dans le but de s'imposer aux yeux du gouvernement anglais et surtout américain comme le seul représentant crédible et possible de l'Etat bourgeois français au moment de la retraite des armées d'occupation allemandes et de l'effondrement du régime pétainiste de Vichy. A cette occasion, il rapporte le ralliement nationaliste du PCF à De Gaulle et ce que fut « la Charte de la résistance » signée le 15 mars 1944 par l'ensemble des organisations de résistance ralliées au simple colonel du 18 juin 1940 : punition des traîtres ; vaste programme de réformes politiques, sociales, économiques ; nationalisations des industries ; rôle des travailleurs dans la direction de la vie économique, etc. Un beau programme en vérité, bien démagogique à l'adresse de la population, et dont Peter Novick, dans les pages qui suivent, montre ce qu'il en fut dans le domaine de l'épuration.

« S'ils étaient tous unanimement résolus à ce que l'épuration ne soit pas une affaire de lampistes », l'épuration toucha en fait beaucoup plus de « lam-

Peter Novick L'épuration française

1944-1949



Balland

pistes » que de véritables responsables.

Le « grand coup de balai » n'eut pas lieu explique l'auteur. Le gouvernement De Gaulle « fit tomber les textes les plus nocifs (de la législation vichyssoise) mais en laissa la majorité en vigueur ». A la fin de l'année 1945, « le gouvernement annonça que 5 000 policiers avaient été suspendus de leurs fonctions dans les diverses forces de police dans la France entière » parce que trop ouvertement compromis avec le régime antérieur pour être vraiment efficaces. Mais bien des « suspensions ne furent

que provisoires. En mai 1945, 10 % du corps judiciaire seulement avaient été suspendus tandis que « l'inamovibilité de la justice » était remise en vigueur. « Sur un total de près d'un million de fonctionnaires, 11 343 encoururent des sanctions pendant l'épuration administrative... un peu plus de 5 000 furent démis de leur fonction ». D'ailleurs, explique Novick, si un semblant d'épuration était nécessaire pour rallier au nouveau régime tous ceux qui avaient souffert de l'occupation allemande et du gouvernement de Vichy vis-à-vis duquel il fallait marquer une rupture, « le général De Gaulle était résolu à limiter l'épuration autant que possible... En réalité, il y en eut beaucoup parmi ceux qu'on expulsait par la grande porte qui revinrent par la petite ».

Ce que ce livre montre très bien, c'est la continuité voulue, recherchée, entre l'appareil d'Etat de 1936-1939 et celui remis en place sous l'autorité de De Gaulle : le personnel politique de la IVème république fut en droite ligne l'héritier de celui de la IIIème, et en particulier pour les élus. « L'inéligibilité » qui frappa en 1944 les compromis avec Vichy fut révisée en baisse dès le début de 1945. Il fallait bien que De



Gaulle s'entoure d'hommes politiques de droite — les plus visés par l'épuration parce qu'ayant été les plus « collaborateurs » — face à une gauche, PS et PCF, artisan principal de la Résistance et qui risquait d'occuper le devant de la scène. Ce fut par exemple le cas pour Antoine Pinay, futur Premier ministre de la IVème République : « A la première audience, le fait qu'il ait accepté une fonction de conseiller national de Vichy fut décisif et on le déclara inéligible ; puis de nouvelles preuves de ses activités de Résistance (non spécifiées) aboutirent à une suspension »... !

L'auteur passe également en revue la presse, l'Eglise, les syndicats, l'Académie française qui resta quasi intouchable (bien qu'elle comptât quelques vichyssois notoires), la médecine, les hommes de loi pour souligner qu'il n'y eut vraiment pas un grand nombre de sanctions.

Et si Novick ne parle pas de l'épuration dans les milieux patronaux, c'est, ainsi qu'il le dit lui-même, parce qu'ils ne furent pour ainsi dire pas touchés, mis à part le cas de Louis Renault qui mourut en prison.

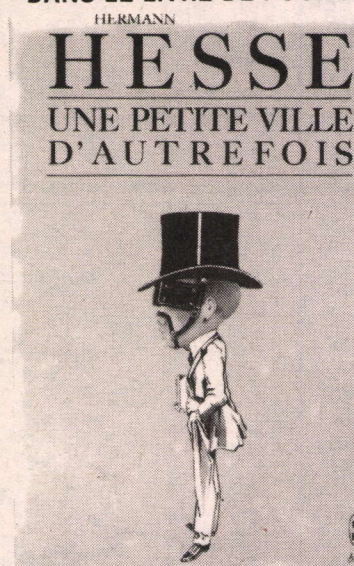
Cette « épuration » symbolique laissa bien sûr insatisfaits tous ceux à qui l'on avait fait croire que l'heure était venue d'un grand changement. En fait, De Gaulle enterraidit surtout succéder, en douceur, dans l'ordre, au gouvernement de Vichy. Il faisait ce qu'il fallait, le minimum, avec l'appui au premier chef du PCF, pour restaurer l'appareil d'Etat bourgeois français, qu'il ne s'agissait pas tant d'épurer que de renforcer. Aussi, en fait d'épuration, il n'y eut qu'un leurre à l'adresse de la population laborieuse, ce que cette étude démontre, preuves à l'appui.

Lucienne PLAIN

L'épuration française 1944-1949 de Peter Novick Ed. Balland. 360 p. - 119 F.

Quelques
sélections
dans les
collections
de poche

• DANS LE LIVRE DE POCHE



Au travers d'une série de nouvelles, écrites entre 1908 et 1914, un grand écrivain allemand décrit la société provinciale et les petits bourgeois enfermés dans un carcan de conventions.

« La course aux étoiles »

de James Michener

Michener a consacré cette saga à la naissance et au développement des voyages dans l'espace. C'est un gros pavé bien documenté, quelquefois passionnant, mais il ne faut

pas en attendre trop de renseignements sur les rapports entre la recherche spatiale et les intérêts des grands trusts américains !

« Une disparition de haute importance »

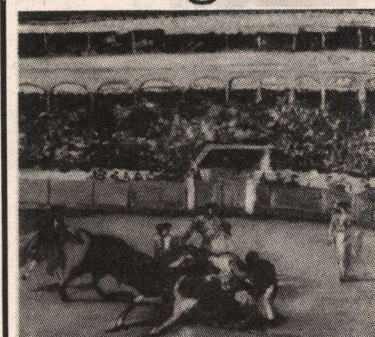
d'Edward Topol et Fridrich Neznansky

Un policier qui, écrit par des émigrés russes, nous fait pénétrer dans les hautes sphères de la bureaucratie et dans les milieux de la pègre russe. C'est un policier bien ficelé, et bien

des anecdotes sont fondées sur des faits véridiques. Mais il ne faut pas oublier qu'il s'agit d'un roman policier écrit pour plaire au public américain !

• EN PRESSE-POCKET

Arènes sanglantes



de Blasco Ibanez

Ecrite en 1908, cette description du monde des toreros de l'époque est devenue un classique. Blasco Ibanez, un écrivain proche du mouvement socialiste, montre, dans la société espagnole du début du siècle, la dérisoire réussite de ces pauvres qui parviennent à se tirer de la misère en devenant des espèces de gladiateurs condamnés d'avance à mort.

« Le fou de guerre »

de Dino Risi

Un détachement sanitaire de l'armée italienne perdu en Libye pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais le front est encore loin et le détachement s'accommode assez bien de son oisiveté. Désert, couchers de soleil, palmiers, chameaux, Arabes un tantinet caricaturaux comme ces soldats de dérision dirigés par un commandant qui passe son temps à écrire à sa femme, commandant flanqué d'un capitaine complètement fou. Voilà le décor campé pour une histoire à vrai dire sans grand intérêt qui se traîne pendant deux heures.

Un jeune apprenti psychiatre débarque au cantonnement et entreprend d'étudier le comportement farfelu, quand il n'est pas carrément odieux, du capi-

taine incarné par Coluche. Paranoïaque et névrosé, ce dernier se déchaîne lorsqu'il est appelé à remplacer à la tête du détachement le commandant muté. Rappelé à son tour et radié de l'armée, il est finalement retrouvé par le psychiatre au fond d'un bordel, avant de reprendre du service et de courir à une mort aussi folle que dérisoire au moment où les armées allemandes et italiennes capitulent devant les troupes anglaises.

Un peu trop lourd, pas assez bien joué y compris par Coluche pour qu'on y accorde un semblant de crédibilité, ce film qui table sur l'humour noir ne fait pas rire, rarement sourire et laisse surtout indifférent.

L.P.



FILMS RÉCENTS...

ADIEU BONAPARTE

de Youssef Chahine

Ce que furent les expéditions de Bonaparte en Egypte et comment elles décurent les espoirs qu'elles suscitèrent dans une certaine partie de la jeunesse du pays.

Gaumont les Halles 1^{er} (vo). Berlitz 2^{ème}. Cluny Palace 5^{ème}. Colisée 8^{ème} (vo). Sept Parnassiens 14^{ème} (vo). Club de l'Etoile 17^{ème} (vo).



LE THÉ AU HAREM D'ARCHIMÈDE

de Medhi Charef

Une certaine image de la vie dans une cité HLM et le récit d'une amitié à toute épreuve.

Gaumont Les Halles 1^{er}. Danton 6^{ème}. Gaumont Ambassade 8^{ème}. Lumière 9^{ème}. Montparnos 14^{ème}.



Sélection cinéma

DANS LES SALLES PARISIENNES

LA DÉCHIRURE

de Roland Joffé.

Le Cambodge de la présence américaine au régime des Khmers Rouges. Un film qui montre entre autres comment l'impérialisme américain a précédé avec de grands moyens les dirigeants cambodgiens dans l'horreur.

Cinoches 6^{ème} (vo). Rotonde 6^{ème} (vo). Publicis Matignon 8^{ème} (vo).

EIJANAIIKA.

de Shohei Imamura

Une évocation des quartiers populaires du Japon du XIX^e siècle, du système féodal corrompu, et de la révolte de millions d'hommes et de femmes qui se reconnaissaient alors dans le mot d'ordre « Changer le monde ».

Olympic Entrepôt 14^{ème} (vo).

LA ROUTE DES INDES

de David Lean

Dans l'Inde colonisée par l'impérialisme britannique, une peinture des relations entre les colons et les intellectuels indiens.

Berlitz 2^{ème}. Hautefeuille 6^{ème} (vo). Gaumont Ambassade 8^{ème} (vo). Escorial Panorama 13^{ème} (vo). Gaumont Sud 14^{ème}. Montparnos 14^{ème}. Kinopanorama 15^{ème} (vo).

AMADEUS

de Milos Forman.

Le conflit entre Mozart, le génie farceur et trop gai, et Antonio Salieri, le compositeur de Cour officiel sombre et jaloux. Les deux portraits sont remarquables. Et la musique, merveilleuse.

Impérial 2^{ème}. Vendôme 2^{ème} (vo). Lucernaire 6^{ème} (vo). George V 8^{ème} (vo). Montparnos 14^{ème}.



LA DIAGONALE DU FOU

de Richard Dembo

L'affrontement de deux joueurs d'échecs soviétiques, l'un dissident et l'autre pas.

Cluny Palace 5^{ème}.

...Et moins récents

GREYSTOKE

de Hugh Hudson.

Tarzan découvre la jungle... de la bonne société anglaise.

Capri 2^{ème}.



KAOS

de Paolo et Vittorio Taviani

La paysannerie de Sicile au tournant du siècle vue par l'écrivain Pirandello. Derrière les apparences simples et frustes pointent la sensibilité et quelquefois la folie.

14 Juillet 6^{ème} (vo).

LES RIPOUX

de Claude Zidi avec Philippe Noiret et Thierry Lhermitte

Des flics corrompus — interprétés par P. Noiret et T. Lhermitte — dans le quartier Barbès, à Paris. Une suite de gags... très documentée.

Danton 6^{ème}. Biarritz 8^{ème}. UGC Boulevards 9^{ème}. Paris Ciné 10^{ème}. Fauvette 13^{ème}. Paramount Montparnasse 14^{ème}.

PARIS, TEXAS.

de Wim Wenders.

Un film émouvant qui parle de l'amour, de l'enfance, des êtres perdus et retrouvés... et du rêve américain.

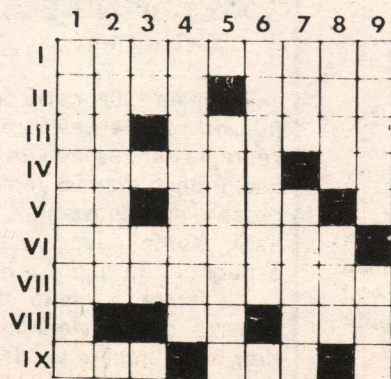
Marbeuf 8^{ème} (vo).



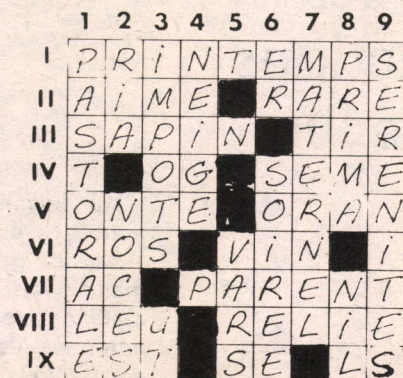
MOTS CROISÉS

HORIZONTALEMENT. — I. Province. II. Elle n'est pas Vilaine. Son maire ne connaît pourtant rien à la médecine... III. Personnel. Avant d'être essayés. IV. On ne rencontre en France que son frère dénaturé. Au-dessus du sol. V. Même pas un TUC !. II lui manque une extrémité pour être vraiment oriental. VI. Dans l'Allier. VII. Anti-colonialistes de plein droit. VIII. En Seine-Maritime. Toute seule. IX. Orientation. Il est battu après avoir été attendu.

VERTICALEMENT. — 1. Véhicule de première classe. 2. On y fait le point. 3. Pas tout à fait nul. Initiales d'une organisation à l'échelle de tout un département. 4. Un plateau dur à digérer pour les Romains. 5. Arrosé, sans argent ni pot-de-vin. 6. Blanchi. 7. Inversé : avait-il du cœur ? On peut en mourir, paraît-il. 8. Au cœur d'un triangle isocèle. Monnaie asiatique. 9. Il était risqué de ne pas lui rendre son bien. Celui de la terre, c'est l'homme.



Solution du problème précédent



Au palais omnisports de Bercy



Dans cet immense espace du Palais Omnisports, l'opéra de Puccini a été monté comme un grand spectacle hollywoodien. Mais l'œuvre se prête à cette mise en scène grandiose.

Située dans une Pékin imaginaire, la fable que raconte le livret est celle d'une princesse cruelle, Turandot, qui venge une aïeule violée et tuée jadis en faisant décapiter tous les prétendants qui se présentent et ne savent pas répondre aux trois énigmes qu'elle leur pose. Un jour cependant arrive un inconnu, qui triomphe des trois épreuves et auquel Turandot devrait donc se soumettre. L'inconnu est toutefois prêt à lui rendre sa parole si Turandot résout à son tour l'énigme qu'il lui soumet : trouver son nom avant l'aube suivante. Pour obtenir le nom de l'inconnu, Turandot est prête à tout, y compris à faire torturer la servante, Liù, du père du jeune homme, Liù qui lui échappe pourtant en se suicidant. Turandot découvre alors le sentiment qui explique le geste de Liù : l'amour que cette dernière portait à

l'inconnu. Turandot ouvre son cœur, tombe dans les bras de son amoureux qui lui révèle son nom, Calaf, et sa qualité de prince... Tout est donc bien qui finit à peu près bien, même si l'on se demande comment il a fait pour s'éprendre d'une pareille mégère ! Ainsi le veut pourtant la légende.

Ce n'est pas bien sûr tant le récit que la musique et la mise en scène fastueuse qui séduisent ici. Cette œuvre ne comporte pas de grands airs comme l'on peut en trouver dans *la Bohème* ou dans *la Tosca*. Dernier ouvrage de Puccini, écrit en 1924, qu'il ne put d'ailleurs achever (après la mort de Liù, la fin de l'opéra a été écrite — d'après des notes laissées par Puccini — et entièrement orchestrée par l'un de ses amis), il est aussi le plus moderne. Les chœurs y sont très nombreux et très beaux. Les mouvements de foule sur l'immense plateau (quelque 800 artistes au total), les danses, les panto-

mines et acrobaties, les décors rutilants et pleins de surprises, les costumes aux couleurs chatoyantes, les jeux de lumière, composent un ensemble féérique au milieu duquel évoluent des chanteurs aux voix exceptionnelles.

Bref, c'est un très beau spectacle. Certes, le nouveau Palais Omnisports est gigantesque et vraiment très impressionnant avec ses 12 000 places. Il n'est pas vraiment très adapté au chant et à l'orchestre. Mais pour peu que l'on ne soit pas trop loin de la scène (et il y a des places parmi les moins chères sur le côté qui valent mieux que celles au même prix, de face mais beaucoup trop loin de la scène), le spectateur participe, là, à une grande fête de la musique qui emplit les yeux et les oreilles et dont il sort un peu interloqué et très ébloui.

L.P.

Au Palais Omnisports de Paris-Bercy, jusqu'au 20 juin.



Sélection télé

Samedi 8 juin

20 h 05. FR3. **Le Disney Channel** : vieux dessins animés, vidéo-clips et Zorro en feuilleton.
20 h 40. TF1. **La dernière haie**. Téléfilm. Une enquête du juge Julien Fontanes (Jacques Morel) sur un meurtre dans le milieu des courses de chevaux.
22 h 30. TF1. **Droit de réponse**. « Ces princes qui nous gouvernent », avec des ministres, anciens et nouveaux, qui parlent... d'eux !

Dimanche 9 juin

15 h 15. FR3. **Lucia di Lammermoor**, opéra de Donizetti. Orchestre de la Suisse romande, chœurs du Grand Théâtre de Genève, direction Nello Santi.
20 h 35. TF1. **Le rideau déchiré**, film d'Alfred Hitchcock (1966), avec Paul Newman, Julie Andrews, Lila Kedrova. Film d'espionnage : un physicien nucléaire prépare son passage à l'Est.
22 h 15. A2. **Désir des arts : Renoir**, à l'occasion de

l'exposition actuelle consacrée au peintre au Grand Palais à Paris.
22 h 30. FR3. **Cinéma de minuit : Lucrèce Borgia**, réalisé par Abel Gance en 1935, avec Edwige Feuillère. Les aventures de la famille des Borgia, au pouvoir dans l'Italie du 15ème siècle.

Lundi 10 juin

20 h 35. TF1. **Une sale affaire**, film d'Alain Bonnot (1980) avec Victor Lanoux et Marlène Jobert. Un policier, Novak, veut à tout prix confondre le maire d'une ville de province, lié à la pègre, en se servant d'Hélène, secrétaire à la mairie.
20 h 35. A2. **Apollon et Hyacinthe**, opéra écrit par Mozart à 11 ans !!! et très réussi.
20 h 35. FR3. **Jamais le dimanche** film de et avec Jules Dassin (1960). La joie de vivre de Mélina Mercouri à Athènes.

Mardi 11 juin

20 h 35. TF1. **Le sagouin**

téléfilm d'après un bon roman de François Mauriac. Adaptation, dialogues et réalisation, Serge Moati. Avec Henri Virlojeux, Michel Vitold, Marie-Christine Barrault. Un enfant malheureux se débat au milieu d'êtres sordides.
20 h 35. A2. **Les duellistes**, film anglais de Ridley Scott (1977) avec Keith Carradine. Au milieu des guerres napoléoniennes à travers l'Europe, deux hommes se cherchent et se battent.
20 h 35. FR3. **Le cheval d'orgueil**, film de Claude Chabrol (1980). D'après l'œuvre de Pierre Jakez Hélias, chronique assez morne du pays bigouden, en Bretagne, au début du siècle.

Mercredi 12 juin

20 h 35. A2. **L'Histoire en marche**. Cette nouvelle série d'Antenne 2 tente de retracer la naissance de la nation française à travers l'histoire de ses régions : **Le serment**, scénario et adaptation de Stelio Lorenzi et Marcel Jullian. Au milieu du 16ème siècle, l'Inquisition

catholique règne sur l'Europe et Montpellier y apparaît comme une oasis de paix et de tolérance. C'est là que Thomas Platter, fils d'un notable de Bâle poursuit ses études de médecine. Mais les bandes des « fous de dieu », ravagent la campagne...
21 h 25. TF1. **L'Histoire secrète du pétrole**. Cinquième partie : « le règne despotique des sept sœurs ». La CIA, les compagnies pétrolières et l'impérialisme contre les nationalisations du pétrole déclinées en Iran, en 1951, par le Docteur Mossadegh.

Jeudi 13 juin

20 h 35. TF1. **L'an mil**, troisième partie du téléfilm dont Georges Duby, historien du Moyen Age, a assuré la supervision historique : « la naissance », où comment la féodalité s'est imposée.
21 h 35. TF1. **Questions à domicile** : Michel Rocard, en direct de chez lui.
22 h 15. A2. **L'Histoire en question** : « Haïlé Sélassié

roi des rois », émission d'Alain Decaux. Une évocation de l'empereur d'Ethiopie de 1928 à 1974.

Vendredi 14 juin

21 h 25. FR3. **Face à la trois** : Edith Cresson, ministre de l'Industrie et du Commerce extérieur.

21 h 35. A2. **Apostrophes** : Stars et débutants en littérature avec comme « stars », Lawrence Durrell et Jean d'Ormesson.

22 h 00. TF1. **Jouez hautbois, résonnez musettes**. La fantaisie de Jean-Christophe Averty (le réalisateur « électronique » de la télévision) pour décrire un couple de commerçants tripriers.

23 h 00. A2. **Thomas, l'imposant**, film de Georges Frantju (1965), d'après le roman de Jean Cocteau, avec Emmanuelle Riva, Jean Servais, Rosy Varte, Michel Vitold, Jean-Roger Caussimon. Au cours de la guerre de 1914-18, un jeune homme se fait passer pour le neveu d'un général.

Au Bourget

Les ailes de la mort

Le 36^e salon de l'Aéronautique et de l'Espace s'est ouvert au Bourget le 31 mai. Mitterrand lui-même l'a inauguré, comme d'habitude, cette fois en se faisant guider par son propre frère, Jacques Mitterrand, président du Groupement des industries aéronautiques et spatiales, et en assistant à une présentation en vol des productions les plus récentes de l'industrie française, y compris des innombrables engins de destruction et de mort que produit cette industrie.

Car il faut savoir que, dans l'industrie aéronautique, la part « civile » est de 30 % et la part « militaire » de 70 %.

Le salon du Bourget est une gigantesque foire où les industriels de l'armement de tous les pays viennent montrer leurs dernières réalisations, essayer de décrocher de juteux con-

trats et tenter de se mettre d'accord pour produire de nouveaux matériels encore plus performants.

Alors, Mitterrand nous dit que, tout cela, c'est très bon pour l'industrie française, qui profite des « nouvelles technologies », et pour l'économie française tout entière, qui bénéficie des exportations de ce secteur. On pourrait croire que c'est toute la population qui a intérêt à ce que prospère l'industrie de guerre.

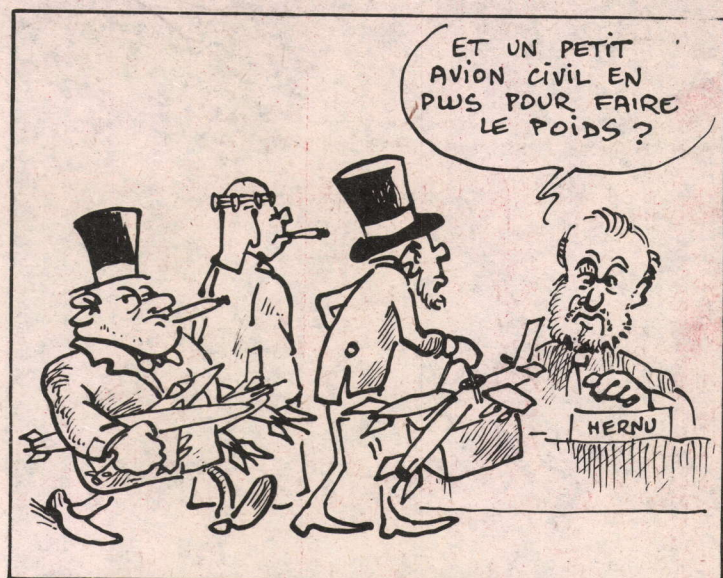
Oh, bien sûr, il y a des patrons qui tirent profit de cette industrie de destruction et de mort. Car, même si aujourd'hui la plupart des sociétés aéronautiques sont nationalisées en France, elles permettent à bien des capitaux privés, de leurs sous-traitants ou même de leurs filiales, de rapporter sans risque, grâce

aux commandes d'Etat.

Mais ces profits, ce sont les populations qui les paient. C'est une bonne partie de nos impôts que l'Etat consacre d'une part à financer la recherche de l'industrie d'armement (officiellement 20 milliards de francs en 1984) et d'autre part à acheter les Mirage, les hélicoptères, les avions qui équipent l'armée française.

Quant aux populations des pays pauvres, qui achètent ces engins sophistiqués à la France en s'endettant toujours plus, on leur impose des sacrifices inouïs pour payer la note, quand elles ne sont pas en plus les victimes directes de ces engins de destruction.

Sylvie FRIEDMAN



L'huile sur le feu

Mitterrand a déclaré, à propos du salon du Bourget : « Il y a un certain nombre de pays auxquels nous ne vendons pas (...). Nous avons plus de prudence diplomatique qu'on semble le dire » et « la France veille à ne pas entretenir de foyers de guerre ».

A ne pas entretenir le foyer de guerre Iran-Irak, par exemple ? Pourtant, à ce que l'on sache, la France continue à être l'un des principaux fournisseurs de l'Irak. Mais il y a déjà eu des personnalités officielles pour dire que c'était seulement pour maintenir l'équilibre des forces entre l'Iran et l'Irak, et que la France n'avait aucune part de responsabilité, bien sûr, dans la pour-

suite de cette guerre qui s'éternise depuis plus de 4 ans !

En fait, l'Etat français a bien menacé l'Irak de suspendre certaines livraisons. Mais c'était pour obtenir des garanties sur le remboursement des dettes irakiennes : car l'Irak, appauvri par la guerre, est mauvais payeur.

L'Etat français peut toujours se dire qu'en compensation, le front Irak-Iran fait de la publicité vivante et grandeur nature aux produits français, en particulier aux missiles Exocet. Le conflit des Malouines l'avait fait connaître, mais il ne faudrait pas qu'il retombe dans l'oubli !

S.F.

Changement de pudeur

La police a vidé manu militari la vingtaine de manifestants qui protestaient contre le fait que la France soit le troisième exportateur mondial d'armes, derrière les Etats-Unis et l'URSS.

En 1981, quand Mitterrand avait inauguré son premier salon du Bourget, il n'avait pas

voulu voir les armes et avait demandé que tous les avions militaires lui soient présentés sans armes.

En 1985, ce sont ceux qui protestent contre les ventes d'armes que Mitterrand ne veut pas voir. Par contre, Mitterrand s'est fait présenter avions et hélicoptères prêts à l'emploi...

Huguette s'en va-t-en guerre

Les ventes d'armes ? « Des réalités douloureuses » mais surtout « un poste économique important », sous-entendu : à maintenir et développer si possible, pour le meilleur profit des marchands de canons. Qui parle ? Dassault ? Hernu ? Vous n'y êtes pas. Huguette Bouchardeau elle-même, (au micro de TF1, dans l'émission

« Midi-Press ») ex-dirigeante du PSU qui à l'époque n'hésitait pas à pourfendre les ventes d'armes.

S'asseoir sur ses opinions passées pour essayer de rester assise sur un fauteuil de ministre, voilà qui vraiment ne semble pas douloureux à Huguette Bouchardeau. Mais on le savait déjà...

Hernu a besoin d'espace

A peine remonté des profondeurs dans le port de Nouméa à bord du sous-marin Rubis, et après un petit tour à terre pour faire un brin de causerie à ses chers gendarmes, Hernu se projette dans l'espace. Il vient de créer un mini-état-major chargé de proposer une politique de défense spatiale.

Hernu voit grand. L'Afrique, le Moyen-Orient et la Nouvelle-Calédonie ne lui suffisent plus. Il déclare : « Les océans et l'espace constituent les domaines où peuvent s'inscrire notre présence et notre influence ».

Sous prétexte de ne pas devenir des satellites des Rus-

ses, il va donc falloir donner encore plus d'argent aux étoiles, pour qu'ils s'envoient en l'air dans l'espace. Première mission : ils vont ouvrir leurs oreilles. L'armée dispose déjà de satellites de radiocommunications. On peut compter sur elle pour en demander de plus neufs et de plus beaux. Forcément, depuis De Gaulle et Radio-Londres, c'est sur les ondes que l'armée française a remporté ses plus belles victoires. Alors, on comprend qu'Hernu ait du mal à entraîner les dirigeants politiques et militaires allemands dans sa galère...

SNECMA-GENNEVILLIERS

La CGT au service des patrons de l'aéronautique



A la SNECMA Gennevilliers, depuis le 20 mai, la CGT a mobilisé ses militants et lancé une campagne pour la production d'un avion de combat 100 % français « La Rafale », qui serait équipé des moteurs SNECMA M-88. La CGT proteste contre le projet d'avion de combat européen du gouvernement.

Cette campagne ne suscite pas un enthousiasme extraordinaire auprès des militants et n'a guère d'impact chez les travailleurs. Mais c'est l'axe d'intervention qu'a choisi la CGT et, tous les jours, un tract est diffusé à l'usine pour le M-88, avec des arguments chauvins du genre : « Oui à l'avion de combat français, pour l'emploi et l'indépendance ». La CGT fait signer des cartes-pétitions : « J'exige que l'avion de défense futur destiné à l'Armée de l'Air française soit 100 % français » et où le projet européen est présenté comme « un danger pour l'indépendance et la paix ». A vrai dire, on ne voit plus aucune différence entre les publicités du journal patronal Air et Cosmos et les tracts de la CGT. Et ce n'est pas un hasard si les cartes-pétitions sont souvent le plus signées dans les bureaux d'études.

Ce n'est pas la première fois que la CGT fait campagne en développant des idées patriotiques (on se souvient des cocoricos pour le Concorde). Mais ce qui est nouveau, c'est de défendre un avion militaire. « Le moteur M-88 assurera la défense de



POUR LE M. 88

Au Bourget les panoplies d'armes s'étalent. La CGT diffuse ses cartes-pétitions « pour le M-88 » 100 % français...

notre pays, donnant au gouvernement toute autorité quant aux décisions pour vendre à l'étranger... ». Tuer français, voilà ce que préconise la CGT ce qui est, d'après elle, nettement mieux que tuer européen. Car, bien sûr, il ne s'agit pas de mettre au point une force de dissuasion, mais bel et bien de vendre plus d'armes à l'étranger, de trouver de nouveaux marchés (la France est le 3^e exportateur mondial). Défendre « l'avion de combat des années 90 », comme le fait la CGT, c'est accepter et cautionner la vente d'armes à des gouvernants des quatre coins de la planète pour que des peuples s'entretuent... pour les profits des bourgeois (français) qui, directement ou indirectement, ont des intérêts dans l'aéronautique.

Un autre « argument » de la CGT s'appuie sur la crainte des travailleurs de se retrouver sans travail. Lutter pour l'avion de combat français, ce serait lutter pour l'emploi. Mais — les travailleurs de la SNECMA le savent bien — si l'aéronautique est en pleine

expansion (au salon du Bourget, les Airbus se vendent comme des petits pains), cela ne signifie en rien des améliorations pour les travailleurs. Du travail, c'est plutôt trop qu'on en a en ce moment, car les embauches ne suivent pas. La production du M-88, ce serait des emplois à coup sûr pour les militaires et les fossoyeurs, pas forcément pour les travailleurs. Car, avec l'augmentation de la production, les patrons rationalisent, restructurent, diminuent les temps de fabrication, etc. Quant aux salaires, comme partout, c'est l'austérité.

Seulement voilà, la CGT est moins gênée de faire campagne sur l'avion de combat français et le M-88 que sur le pouvoir d'achat. Pour redorer son blason et mobiliser ses militants, elle a choisi une propagande facile qui va dans le sens des préjugés chauvins et développe le nationalisme. Et pour paraître offensive, elle se retrouve à défendre les intérêts des industriels de l'aéronautique.

Correspondant LO